

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

*Rapport Annuel*

Au ministre des Ressources et du Développement Économique

*1951*

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

★

D. B. MANSUR, C.B.E.,  
*Président*

P. S. SECORD, O.B.E.,  
*Vice-Président*

J. E. COYNE, Ottawa

J. Y. McCARTER, Vancouver

MME MONICA McQUEEN, Winnipeg

J. J. PERRAULT, Montréal

GEORGE A. SMITH, M.B.E., M.M., Halifax

K. W. TAYLOR, C.B.E., Ottawa,  
*Membre du Comité de Direction*

MAJOR GÉNÉRAL HUGH A. YOUNG, C.B., C.B.E., D.S.O.,  
Ottawa

Le 10 mars 1952

Honorable Robert H. Winters,  
Ministre des Ressources et du  
Développement Economique,  
Ottawa, Ontario.

Monsieur le Ministre,

Au nom du Conseil d'Administration de la Société Centrale d'Hypothèques et de Logement et conformément aux dispositions de la Loi sur la Société Centrale d'Hypothèques et de Logement et de la Loi Nationale de 1944 sur l'Habitation, je vous sou mets un rapport sur l'administration de la Société au cours de l'année civile 1951. Conformément aux règlements de la Société, je vous sou mets également les comptes de la Société pour l'année 1951, lesquels ont été signés par moi-même en fonction de président et par le comptable en chef, et certifiés par les vérificateurs comptables de la Société.

Pour la première fois depuis la fin de la guerre et la formation de la Société, le volume de construction de maisons diminua en 1951. Le nombre de nouvelles résidences commencées, du mois de mai jusqu'à la fin de l'année, fut progressivement inférieur au chiffre de 1950. Au cours de l'année, environ 72,000 logements, y compris les transformations, furent commencés, représentant une baisse de 24 pour cent sur 1950. Environ 85,000 logements furent parachevés, soit 8 pour cent de moins que l'an dernier. La moyenne pour les six années jusqu'à 1950, se chiffre par 76,000 unités. Les habitations en construction au terme de l'année se chiffraient par environ 46,000, comparativement à 60,000 au terme de 1950.

Au début de l'année, il était déjà apparent que les approvisionnements de matériaux et de main-d'oeuvre pour les douze mois suivants, ne suffiraient pas à maintenir le rythme de construction de maisons de 1950, et à répondre aux exigences du programme de construction de défense, tant en ce qui concerne les installations militaires que les industries de défense. Afin de maintenir le volume de construction de maisons dans les limites des approvisionnements probables de matériaux et de main-d'oeuvre de construction, le gouvernement a abrogé, en février 1951, les dispositions du paragraphe 3 de l'article 4 de la Loi Nationale sur l'Habitation, prévoyant le prêt additionnel de un sixième, dont les emprunteurs se sont prévalus en 1950. Egalement, la Société suspendit les prêts hypothécaires qu'elle consentait directement pour les entreprises d'assurance-loyer, lorsqu'il était impossible d'obtenir des fonds des institutions prêteuses.

La rareté des fonds hypothécaires dans les institutions, comparativement aux deniers disponibles aux mêmes fins au cours de l'année précédente, a constitué un autre empêchement important. Tard en 1950, les taux d'intérêt furent plus fermes dans le domaine des hypothèques, quoique antérieurement, ils aient suivi la hausse générale des taux d'intérêt. Par suite de cette augmentation des taux d'intérêt, les institutions prêteuses étaient relativement moins intéressées qu'autrefois à prêter leurs deniers sous le régime de la Loi Nationale sur l'Habitation, moyennant un revenu brut de 5 pour cent. A la fin de mars, il était évident que les institutions prêteuses se retiraient de toutes parts du domaine des prêts conjoints consentis en vertu de la Loi. Afin qu'une plus forte proportion des fonds de placement des institutions prêteuses soit affectée aux prêts de la Loi Nationale sur l'Habitation, celle-ci fut amendée afin de permettre un redressement des taux d'intérêt applicables en vertu de ses divers articles, en accord avec les changements déjà apportés à l'échelle des taux d'intérêt. Immédiatement après cet amendement, le Gouverneur en conseil augmenta les taux d'intérêt en vertu de la Loi Nationale sur l'Habitation, de un demi de un pour cent, et dans une certaine mesure, ce changement rendit les prêts de la Loi Nationale sur l'Habitation un peu plus attrayants aux institutions prêteuses, pour leurs placements dans le domaine des hypothèques.

Jusqu'à la fin de 1950, la réalisation nette des obligations en porte-feuille constituait une source importante de nouveaux fonds que les institutions prêteuses pouvaient placer dans les hypothèques. Bien que les institutions prêteuses n'aient pu continuer indéfiniment de transférer leurs placements du compte des obligations au compte des hypothèques, l'augmentation générale des taux d'intérêt et la baisse subséquente des valeurs des obligations ont poussé immédiatement les institutions à discontinuer cette pratique. Le changement eut un effet immédiat sur le marché. Au cours de 1950, les institutions avaient approuvé des prêts hypothécaires bruts au chiffre de \$523 millions, ce qui eut pour résultat que les institutions prêteuses entamèrent 1951 avec un chiffre très élevé d'engagements financiers. Ceci représentait un montant si élevé de leurs fonds à placements que le nombre de nouveaux morts-gages ou hypothèques approuvés en fut considérablement diminué au cours des premiers mois de 1951. Cependant, à la fin du troisième trimestre, les institutions s'étaient acquittées de la plus grande partie des engagements hypothécaires en instance, et les institutions prêteuses acceptèrent de nouvelles hypothèques, mais en quantité moindre, parce que leurs fonds à placements étaient limités au revenu net courant. De plus, certaines institutions prêteuses ont considéré que d'autres offres de placement étaient préférables aux hypothèques, et les fonds disponibles aux placements hypothécaires, au cours de la dernière moitié de 1951 furent considérablement inférieurs aux années précédentes. Ce point est démontré

en comparant les prêts hypothécaires bruts approuvés par les institutions prêteuses en 1950 aux chiffres de 1951. Ces approbations au total de \$523 millions en 1950, diminuèrent de 18 pour cent, soit à \$430 millions en 1951. Dans le domaine de la construction résidentielle, les placements accusèrent une baisse de 25 pour cent, soit de \$310 millions à \$232 millions. Les prêts conjoints bruts approuvés en vertu de la Loi Nationale sur l'Habitation, diminuèrent de 45 pour cent, soit de \$255 millions en 1950 à \$141 millions en 1951.

Bien que ces circonstances constituent un facteur important dans la réduction du nombre de maisons construites au Canada au cours de l'année, en plusieurs endroits les difficultés éprouvées par les bâtisseurs d'entreprises, la réduction des demandes par les particuliers, de même que la rareté de terrains aménagés ont eu un effet préventif sur le nombre de maisons commencées.

La réduction de la demande effective fut occasionnée par le coût de construction plus élevé en 1951, et par les difficultés à répondre aux exigences de la mise de fonds et du coût de l'amortissement. Le coût de la construction résidentielle au cours de l'année, augmenta d'environ 15 pour cent en moyenne, sur celui de 1950. Les taux de salaires des manoeuvres de construction augmentèrent d'environ 9 pour cent, et les prix des matériaux, d'environ 18 pour cent. Les prix des matériaux subirent une augmentation marquée, au début de l'année pour se maintenir au même niveau, de mai à la fin de l'année. Le coût de construction plus élevé occasionna un prix de vente plus élevé pour les nouvelles maisons, et partant, des frais d'amortissement et une mise de fonds initiale plus élevés. L'augmentation de un demi de un pour cent du taux d'intérêt a majoré les frais mensuels d'amortissement, qui ont subi une nouvelle hausse par suite de l'augmentation des taxes foncières municipales dans presque toutes les municipalités du Canada. Au cours des trois dernières années, les taxes municipales ont augmenté en moyenne par tout le Canada, d'environ 30 pour cent. Le versement initial plus élevé que doivent verser les futurs propriétaires de même que les frais d'amortissement et les taxes plus élevées, ont diminué le nombre d'acheteurs possibles de nouvelles maisons. En supposant qu'une famille moyenne ne puisse pas se permettre d'affecter plus de 23 pour cent de son revenu au logement, le futur propriétaire en 1950 avait besoin en moyenne d'un revenu brut de \$2,700 environ pour acheter la maison qui lui était nécessaire, alors qu'au terme de 1951, il lui fallait un revenu familial d'environ \$3,300 pour une maison semblable.

Les bâtisseurs de projets ont le plus souffert de la baisse dans la demande effective, et plusieurs d'entre eux ont limité leurs travaux en 1951, et le fait que les institutions prêteuses n'étaient pas disposées à s'engager à l'avance à des prêts hypothécaires élevés, a aggravé la situation davantage. Les

institutions prêteuses, dont l'activité est limitée par le montant d'argent qu'elles désirent placer dans les hypothèques, n'étaient pas très désireuses d'engager des fonds pour des entreprises de 100 ou 200 unités. Les bâtisseurs qui sont outillés pour de vastes développements logementaires pouvaient difficilement s'adapter à une échelle moins forte. Ils n'étaient pas disposés non plus à risquer des placements pour des terrains et des matériaux qui seraient affectés à de vastes projets, sans être assurés en définitive s'ils pourraient se prévaloir d'un financement hypothécaire nécessaire aux maisons en projet. Les 10,600 prêts approuvés en vertu de la Loi Nationale sur l'Habitation en 1951 sur les maisons pour la vente comparativement à 23,000 en 1950, prouvent jusqu'à quel point, les constructeurs ont limité leur activité en 1951.

Les bâtisseurs de projets furent affectés défavorablement par la rareté de terrains aménagés dans plusieurs centres et cette rareté a aussi porté atteinte aux petits bâtisseurs et aux futurs propriétaires-occupants. La construction de maison exige l'aménagement de terrains à raison de une acre pour chaque quatre ou cinq habitations individuelles à construire. Le coût moyen d'aménagement de terrain en 1951 s'élevait à environ \$4,000 l'acre. De plus, le développement de nouvelles régions résidentielles crée invariablement le besoin de nouvelles facilités scolaires. Les municipalités se sont efforcées de toutes parts d'éviter l'augmentation de leurs taux de taxes, et elles n'étaient pas désireuses d'encourir des dépenses de capital pour l'aménagement de nouveaux terrains, bien qu'elles en seraient remboursées sur une période d'années par les propriétaires, au moyen de taxes d'amélioration locale. Même ces municipalités qui étaient disposées à procéder à l'aménagement de terrains, éprouvaient des difficultés à emprunter les deniers nécessaires à des taux d'intérêt acceptables. Au cours de l'année, des municipalités ont proposé aux bâtisseurs de projets que ceux-ci défrayent le coût d'aménagement de terrain pour le recouvrer dans le prix de vente de la maison, plutôt que d'être financé par la municipalité et recouvré sur une période d'années, au moyen de taxes d'amélioration locale. Dans plusieurs cas, les bâtisseurs ont décidé qu'un tel arrangement dépassait les limites de leur capital d'oeuvre et ils étaient d'avis que ceci exigerait une mise de fonds supérieure aux moyens dont disposent la plupart des futurs propriétaires-occupants.

Au deuxième semestre de l'année, les provinces semblaient s'intéresser davantage aux entreprises logementaires, sous le régime de l'article 35 de la Loi Nationale sur l'Habitation. Cet intérêt portait également sur l'aménagement de terrains prévu par l'article 35, et ceci remédierait en quelque sorte aux lacunes occasionnées par les terrains aménagés en rareté dans certains centres urbains.

Au terme de 1951, environ 46,000 habitations étaient en voie de construc-

tion, soit 14,000 de moins qu'au début de l'année. Au cours du dernier trimestre de 1951, le nombre de nouvelles habitations commencées suivit le rythme annuel d'environ 55,000. L'on s'attendait d'éprouver en 1952 les mêmes quatre difficultés qu'en 1951, nommément, fonds hypothécaires et terrains aménagés en rareté, versement initial plus élevé—particulièrement lorsque les maisons étaient financées autrement que sous le régime de la Loi Nationale sur l'Habitation—et frais d'amortissement plus élevés sur les nouvelles hypothèques. Pour cette raison, le nombre de nouvelles unités commencées ne retournerait pas en 1952 au chiffre des années antérieures.

Le développement logementaire au Canada pourrait fort bien être affecté pendant longtemps par la disponibilité des fonds hypothécaires à provenance d'institutions prêteuses ou d'autres sources. Sous l'effet des ententes actuelles, l'approvisionnement des fonds hypothécaires de toutes les sources constitue une limitation bien définie du volume de construction de maison. Un niveau de construction résidentielle qui serait désirable au point de vue social pourrait indiquer le besoin d'un programme général de construction résidentielle considérablement plus étendu que ce qui peut être financé en vertu des ententes actuelles. L'expérience de 1951 et la perspective de 1952 suggèrent que les sources actuelles de fonds hypothécaires au Canada pourraient ne pas être suffisantes pour répondre aux besoins d'un rythme annuel soutenu de maisons commencées au même chiffre qu'en 1949 et 1950. Si, pour des raisons sociales, il était requis d'établir un programme logementaire annuel au moins égal à ceux des années précédentes, il serait alors peut-être nécessaire de trouver de nouvelles sources de crédit pour être affectées aux hypothèques sur la nouvelle construction résidentielle. Les fonds hypothécaires suffisants n'assurent pas nécessairement en eux-mêmes un niveau de maisons commencées proportionné à un programme qui serait basé sur des besoins sociaux plus étendus. L'on pourrait trouver que même avec des fonds hypothécaires suffisants, la demande pour ces fonds, laquelle est déterminée en partie par le revenu du futur propriétaire ou locataire, et le niveau du coût de la construction limiteront autrement le volume de maisons commencées à un niveau qui serait considéré inférieur au niveau désirable.

Bien que la limitation puisse résulter du rapport entre le coût et le revenu, et de la rareté des fonds hypothécaires en vertu de la Loi Nationale sur l'Habitation et d'autres sources, l'expérience de 1951 démontre que plusieurs municipalités ne sont pas prêtes à absorber les nouvelles habitations au rythme des deux ou trois dernières années. Le nombre de bâtisseurs de maisons pour la vente a été et sera de nouveau limité par le fait que les municipalités exigent qu'ils défrayent immédiatement le plein coût de cons-

truction des services—chaussées, égout, aqueduc, trottoir et éclairage des rues. A même date l'an dernier, il y avait plus de 500 bâtisseurs sous le régime de la Loi Nationale sur l'Habitation dans le Grand Toronto, alors que présentement il n'en reste plus que 170. Un autre facteur même plus important, est la rareté d'écoles élémentaires si nécessaires aux régions où de nouvelles maisons furent construites ou achetées par de jeunes ménages. Dans certains centres, le manque d'écoles a exigé que l'on divise les élèves en deux équipes pour l'usage des salles de classe, et dans une cité, les salles de classe élémentaire servent à trois équipes. Il en résulte donc que les autorités dans ces centres cherchent à décourager la nouvelle construction qui ajouterait à leurs problèmes scolaires à raison de un élève et quart pour chaque maison. Dans d'autres centres, la capacité des réseaux d'aqueduc et d'égout, les stations de pompage et les usines d'assainissement d'égout ne suffiraient pas pour desservir les nouveaux développements logementaires. Ces besoins sont plus évidents dans les développements en pourtour des centres métropolitains, où l'on a un plus grand besoin de nouvelles maisons.

### PRÊTS

Le nombre de prêts approuvés en 1951, sous le régime de la Loi Nationale sur l'Habitation fut considérablement moins élevé qu'en 1950. En 1951, 14,918 prêts furent approuvés, au chiffre de 123.7 millions, pour 19,303 unités, alors qu'en 1950, 33,934 prêts furent approuvés, au chiffre de 284.5 millions, pour 42,280 unités. Le nombre de prêts approuvés depuis 1935 en vertu des Lois sur l'Habitation, se chiffre par 124,985 au montant de 872.1 millions, pour 159,985 logements (tableau 1). Voir tableaux 2 et 3 pour la distribution des prêts approuvés en 1951, par province et centre urbain.

La Loi Nationale sur l'Habitation fut modifiée afin de stipuler que les taux d'intérêt sur les prêts de la Loi Nationale sur l'Habitation seraient fixés par le Gouverneur en conseil. En conséquence de par l'Arrêté en conseil C.P. 3344, du 26 juin 1951, les taux d'intérêt sur les prêts de la Loi Nationale sur l'Habitation, augmentèrent de un demi de un pour cent, représentant 25c par \$1,000 en frais mensuels d'amortissement pour un prêt de 20 ans.

En février, l'on modifia la procédure d'approbation des prêts. Les plans et spécifications sont maintenant approuvés au moment de l'émission de l'approbation du prêt. Antérieurement, les plans et spécifications pouvaient être approuvés avant le prêt. Avec ce changement, la Société réduisit de quatre à trois mois, le délai permis entre la date d'approbation du prêt et le commencement des travaux de construction. De plus, la Société adopta



la politique qu'une demande pour un prêt ne serait pas considérée si la construction avait procédé au delà du stage de l'excavation.

*Prêts consentis conjointement avec les Institutions prêteuses*

ARTICLE 4. En vertu du présent article, la Société, conjointement avec les institutions prêteuses agréées, consent des prêts aux propriétaires-occupants et aux bâtisseurs construisant pour la vente aux propriétaires-occupants. Le 6 février, le gouvernement annonçait la suspension de l'activité en vertu du paragraphe 3 de l'article 4 de la Loi Nationale de 1944 sur l'Habitation, sous le régime duquel un prêt additionnel de un sixième du montant du prêt conjoint pouvait être accordé aux propriétaires-occupants, si le coût ou prix d'achat de la maison était jugé juste et raisonnable. Du 6 février au 6 octobre, les prêts consentis en vertu de l'article 4 ne pouvaient excéder 80 pour cent de la valeur d'emprunt, qui à cette fin, était déterminée sur la base de calcul en vigueur depuis janvier 1950. Le 5 octobre, le gouvernement annonçait que des prêts pourraient être faits aux bâtisseurs et aux propriétaires-occupants, suivant les valeurs d'emprunt plus élevées, si le coût de la maison aux propriétaires-occupants ne dépassait pas le prix établi par la Société. La valeur d'emprunt plus élevée est le coût de la maison y compris le profit du bâtisseur, tel qu'il est calculé par la Société. Pour ce qui est du versement initial pour des maisons du même coût, la base de calcul actuelle équivaut à celle qui était en vigueur avant le 6 février 1951.

Après qu'il fut annoncé que l'on prêterait sur des valeurs d'emprunt plus élevées, les institutions prêteuses et la Société ont convenu de considérer l'approbation d'un prêt basé sur cette valeur d'emprunt plus élevée à l'endroit des maisons construites pour la vente, dont le prêt de base avait été approuvé, et qui n'étaient pas encore vendues, à condition que le prix de vente fut approuvé par la Société. Au terme de décembre, plus de 550 prêts approuvés en premier lieu, sur une valeur d'emprunt inférieure, ont été augmentés conformément à cette entente.

En 1951, 3,631 prêts, au montant de \$25 millions, furent consentis aux propriétaires-occupants, et 10,618 prêts au chiffre de \$71.9 millions, aux bâtisseurs construisant pour la vente en vertu du présent article. Comparativement, l'on consentit en 1950, 9,943 prêts, au chiffre de \$70.9 millions, et 23,018 prêts au chiffre de \$175.6 millions. Les duplex, dont un des logements est occupé par le propriétaire, sont financés en vertu du présent article. Comme 70 des prêts aux propriétaires-occupants et 329 des prêts aux bâtisseurs portaient sur les duplex, le nombre d'unités financées en vertu de l'article 4 en 1951, se chiffre par 14,648 (tableau 4).

Le pourcentage de la distribution par province des prêts consentis en 1951, sous le régime dudit article, est comme suit:

*SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT*

PROVINCES	PRÊTS AUX PROPRIÉTAIRES-	PRÊTS AUX
	OCCUPANTS	BÂTISSEURS
Terre-Neuve.....	100.0	—
Ile du Prince-Edouard.....	75.0	25.0
Nouvelle-Ecosse.....	68.0	32.0
Nouveau-Brunswick.....	55.1	44.9
Québec.....	28.8	71.2
Ontario.....	19.8	80.2
Manitoba.....	18.9	81.1
Saskatchewan.....	52.9	47.1
Alberta.....	21.6	78.4
Colombie-Britannique.....	53.8	46.2
CANADA.....	25.3	74.7

Bien que le prêt moyen par logement sous le régime de l'article 4 en 1951, au chiffre de \$6,616, fut inférieur à la moyenne du prêt de base de 1950, soit \$7,084, l'aire moyenne de parquet utilisable fut plus élevée en 1951 qu'antérieurement parce que plus de prêts approuvés s'élevaient au maximum permis par le règlement. Deux pour cent seulement des unités financées en vertu du présent article en 1951, avait une aire inférieure à 800 pieds carrés.

L'aire moyenne de parquet et le pourcentage de la distribution des genres de maison, par province, en 1950 et 1951 sont les suivants:

PROVINCE	BUNGALOWS				1½ ÉTAGES (1)				2 ÉTAGES			
	1950		1951		1950		1951		1950		1951	
	%	aire	%	aire	%	aire	%	aire	%	aire	%	aire
Terre-Neuve.....	27	1144	31	1179	42	1347	35	1409	31	1387	34	1412
Ile du Prince-Edouard.....	20	1000	50	1107	47	1228	38	1337	33	1757	12	1604
Nouvelle-Ecosse.....	21	1089	31	1129	37	1221	23	1317	42	1348	46	1344
Nouveau-Brunswick.....	16	1100	28	1126	29	1262	34	1375	55	1386	38	1392
Québec.....	26	1075	46	1117	47	1203	22	1267	27	1386	32	1363
Ontario.....	50	973	55	1010	42	1218	36	1240	8	1349	9	1349
Manitoba.....	50	928	59	1005	34	1276	22	1292	16	1301	19	1355
Saskatchewan.....	82	947	87	993	15	1354	13	1242	3	1751	—	—
Alberta.....	80	1388	77	1009	19	1261	21	1330	1	1567	2	1695
Colombie-Britannique..	96	1005	96	1089	3	1418	3	1486	1	1824	1	1588
CANADA.....	54	975	60	1031	35	1225	28	1255	11	1365	12	1364

(1)—Comprend aire de parquet non fini.

La mensualité comportant principal et intérêt et assurance représentait en moyenne, 17.7 pour cent du revenu total en 1951, comparativement à 19.3 pour cent en 1950, et 18.5 pour cent en 1949. La période d'amortissement usuelle des prêts de l'article 4 est de 20 ans; en 1951, moins de huit pour cent avait une période d'amortissement de plus de 20 ans, et 5 pour

*SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT*

cent avait une période plus courte. En 1950, 27 pour cent avait une période d'amortissement de plus de 20 ans, et cinq pour cent avait une période plus courte.

En 1951, un seul projet de logements intégrés en vertu de l'article 4B, fut entrepris.

ARTICLE 8. Des prêts conjoints pour venir en aide à la construction des projets de logements à loyer, sont consentis en vertu du présent article. En 1951, l'on approuva 324 prêts au montant de \$16.7 millions, pour 3,114 unités.

Le pourcentage de la distribution par province, le prêt moyen et l'aire de parquet moyenne, par unité, en ce qui concerne les prêts de l'article 8, en 1951, sont les suivants:

	POUR CENT	AIRE MOYENNE DE PARQUET	PRÊT MOYEN PAR UNITÉ
Terre-Neuve . . . . .	—	—	—
Ile du Prince-Edouard . . . . .	—	—	—
Nouvelle-Ecosse . . . . .	0.5	952	5000
Nouveau-Brunswick . . . . .	0.1	1079	5100
Québec . . . . .	47.0	1000	5229
Ontario . . . . .	35.0	880	5857
Manitoba . . . . .	4.1	731	4238
Saskatchewan . . . . .	—	—	—
Alberta . . . . .	6.7	828	4374
Colombie-Britannique . . . . .	6.5	810	4172
CANADA . . . . .	100.0	939	5308

*Prêts consentis par la Société*

ARTICLE 31A. La Société peut consentir des prêts dans les régions où il n'est pas possible d'obtenir un financement par l'entremise d'institutions prêteuses agréées, aux mêmes conditions que les prêts en vertu des articles 4, 8, 8B et 14. En 1951, 338 prêts au montant de \$9.0 millions furent approuvés sous le régime dudit article. De ces prêts, 25, au montant de \$6.7 millions, portaient sur des entreprises à loyer.

Voir tableau 4(e) pour la liste des prêts approuvés en vertu de l'article 31A par genre d'emprunteur, et voir tableaux 5 et 6, pour la distribution géographique.

ARTICLE 9. Il y eut plus d'activité en 1951 en vertu du présent article, lequel prévoit des prêts aux compagnies à dividende limité construisant des logements à bas loyer. L'on approuva six prêts au chiffre de \$953,000 pour 174 unités. En 1950, l'on approuva quatre prêts au montant de \$379,125, pour 94 unités. Quatre des six prêts en 1951, furent consentis à des compa-

gnies qui avaient déjà emprunté en vertu du présent article et qui désiraient financer une extension à leurs projets. Ces logements à loyer sont destinés aux veuves et aux pensionnés à revenu modique. Plusieurs municipalités s'intéressent à appuyer et à financer la formation de compagnies à dividende limité, qui avec l'aide de prêts en vertu du présent article, s'engageraient à fournir des logements à bas loyer.

ARTICLE 9A. Les industries de matières premières qui désirent fournir des logements à loyer à leurs employés, peuvent obtenir en vertu du présent article, des prêts s'élevant jusqu'à 80 pour cent de la valeur d'emprunt d'un projet. Un seul prêt fut consenti en 1951, au chiffre de \$48,000 à une compagnie minière pour aider à la construction de huit habitations unifamiliales.

### LOGEMENTS POUR LES OUVRIERS DE DÉFENSE

Le Règlement visant les prêts pour les logements d'ouvriers de défense—arrêtés en conseil C.P. 5412, daté du 9 octobre 1951 et 6773 du 19 décembre 1951—autorise la Société à consentir des prêts de 90 pour cent, aux ouvriers de défense approuvés ou aux bâtisseurs construisant des maisons pour la vente aux ouvriers de défense approuvés. La valeur d'emprunt servant de base de calcul pour ces prêts, est établie au prix de vente ou de contrat satisfaisant la Société. Afin d'être admissible pour un prêt, la maison doit être située dans une région d'accès raisonnablement facile à l'usine de défense. L'on a spécifié l'aire de parquet maximum que peuvent avoir les maisons financées en vertu de ce règlement. Les maisons construites pour la vente ne peuvent pas être vendues avant le parachèvement et elles ne peuvent être vendues qu'aux ouvriers de défense au cours des deux mois qui suivent le parachèvement. La Société peut passer un contrat avec le bâtisseur en vertu duquel elle lui achètera, à 95 pour cent du prix de vente convenu, toute maison que le bâtisseur n'aura pu vendre dans les cinq mois qui suivent le parachèvement. Afin de se prévaloir de cette garantie de rachat, le bâtisseur doit payer une prime de un tiers de un pour cent du prix de rachat. En 1951, l'on approuva en vertu de ces Règlements des prêts pour 167 habitations. La Société fait ces prêts en vertu de l'article 31A et ils sont inscrits au tableau 4(e).

Le Règlement prévoit également que la Société peut consentir des prêts de 85 pour cent sur des entreprises d'assurance-loyer, si le bâtisseur s'engage à accorder une priorité aux ouvriers de défense dans le choix de ses locataires. Dans les contrats d'assurance-loyer passés en vertu de ce Règlement, les loyers-plafonds des logements seront établis pour cinq ans au lieu de trois ans, comme dans les contrats usuels d'assurance-loyer.

Par l'entremise du ministère de la Production de Défense, les industries de défense peuvent obtenir une aide financière sous forme d'octrois de

capital pour la construction de logements d'ouvriers de défense. La Société voit au contrat de construction et surveille les travaux. L'on a lancé des projets à l'emplacement de trois industries, où 115 logements seront construits au coût total estimatif de \$1,381,588.

Dans le cas d'un de ces projets, les maisons doivent être vendues à l'industrie qui les réservera pour être occupées par les ouvriers de défense, suivant un bail avec option d'achat. Les deux autres projets seront administrés par les industries de défense en vertu de contrats passés avec la Société en fonction d'agent du Ministre de la Production de Défense. Les maisons de ces projets seront louées à bail aux employés à un loyer établi par la Société. Ce loyer suffira à amortir le placement et à défrayer le coût d'exploitation et d'entretien.

## **GARANTIES**

### *Assurance-loyer*

L'article 8A de la Loi stipule que la Société peut garantir le loyer des entreprises de logement. En février 1951, la Société a discontinué les prêts consentis en vertu de l'article 31A pour aider à la construction d'entreprises de logement dont le loyer serait garanti en vertu de l'article 8A. A compter de cette date, le loyer garanti par les contrats passés, fut calculé sur un prêt de 80 pour cent du coût estimatif plutôt qu'un prêt de 85 pour cent. Effectivement, ces changements limitèrent le nombre de projets d'assurance-loyer en 1951 à 14 comportant au total, 749 unités (tableau 9). Le pourcentage de la distribution de ces logements par région est le suivant: Ontario, 96 pour cent; Québec, 2 pour cent; la Colombie-Britannique, 1 pour cent, et les Maritimes, 1 pour cent.

Depuis l'introduction du programme d'assurance-loyer en juillet 1948, on a garanti le loyer de 14,768 unités parachevées. Les institutions prêteuses ont financé 35 pour cent de ces unités aux conditions établies à l'article 8B de la Loi.

### *Aménagement de terrain*

Sous le régime de l'article 11B de la Loi, la Société peut garantir le recouvrement du capital avec intérêt de deux pour cent par année, sur les placements d'institutions prêteuses pour l'acquisition et le développement de terrain à bâtir. L'activité en vertu de cet article en 1951, fut restreinte à six entreprises qui étaient déjà en voie de construction au début de l'année, dont trois furent parachevées et tous les terrains vendus. Au terme de l'année, 1,135 des 1,362 terrains des trois autres entreprises étaient vendus ou avaient été réservés.

En tout 9 entreprises d'aménagement de terrain, comportant 2,133 terrains pour la construction résidentielle ont été garanties en vertu de l'ar-

ticle 11B. Les institutions prêteuses n'ont fait aucune réclamation sous le régime du paragraphe 6; les paiements reçus des institutions prêteuses en vertu du paragraphe 7, s'élèvent à \$50,408.

*Programme de logements intégrés*

La Société ne reçut en 1951 aucune demande de rachat des maisons sous contrat. Des 342 maisons achetées par suite de cette garantie au cours des années antérieures, 311 ont été vendues.

*Prêts pour agrandissement de maison et prêts pour amélioration de maison*

La Société n'a reçu en 1951 aucune demande des banques ou des organismes de crédit pour garantir des prêts pour agrandissement de maison en vertu de la Partie IV de la Loi. Depuis la proclamation des dispositions de la Partie IV visant les prêts pour agrandissement de maisons, la Société a garanti 40 prêts, au chiffre de \$119,090, pour 70 logements. Au terme de l'année, les organismes de prêts rapportaient que 11 de ces prêts étaient encore dus pour un montant de \$7,090 et qu'aucun de ces prêts n'était arriéré.

Bien que les dispositions de la Partie IV visant les prêts pour amélioration de maison furent proclamées pour la région de Fraser Valley en Colombie-Britannique en 1948, la région de Kamsack en Saskatchewan en 1949 et la région de Yellowknife dans les Territoires du Nord-Ouest en 1951, il n'y eut aucun prêt en vertu de cette Partie de la Loi.

*Double dépréciation*

Au cours de 1951, la Société a émis des certificats d'admissibilité à la double dépréciation sous le régime de la Loi de l'Impôt de Guerre sur le Revenu, pour 120 logements à loyer. Etant donné qu'une propriété n'est admissible à la double dépréciation que si la construction était commencée avant le 31 décembre 1949, il est peu probable que l'on recevra d'autres demandes. Depuis 1947, 6,021 logements à loyer ont été admis à la double dépréciation.

**LOGEMENTS CONSTRUITS AVEC LES FONDS PUBLICS  
ET AMÉNAGEMENT DE TERRAIN**

ARTICLE 35. En vertu de cet article de la Loi et conformément aux contrats passés entre le gouvernement du Canada et celui de toute province, la Société peut entreprendre conjointement avec toute province ou son agent, des projets pour l'acquisition et le développement de terrains à bâtir, et pour la construction de maisons, destinées à être vendues ou louées. Au cours de l'année, la province de la Nouvelle-Ecosse a promulgué une législation afin de participer à l'activité prévue par l'article 35. Sept des provinces, soit Terre-Neuve, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario,

Manitoba, Saskatchewan et Colombie-Britannique avaient déjà pris les mesures nécessaires.

La province et la municipalité intéressées soumettent des propositions pour les entreprises atteintes par l'article 35. Le capital, les profits et les pertes en vertu de cet article de la Loi sont partagés à raison de 75 pour cent par le gouvernement canadien et 25 pour cent par la province. Le gouvernement provincial peut exiger que la municipalité intéressée contribue à la part provinciale de 25 pour cent.

Les entreprises de logements à loyer de l'article 35 sont administrées par des commissions logementaires municipales établies par le lieutenant-gouverneur, conformément à la législation provinciale. La Société et les représentants de la province ont rédigé les principes et les techniques pour la gouverne des commissions municipales.

L'on a passé des contrats pour 10 projets en 1951, élevant ainsi à 22 le nombre d'entreprises approuvées depuis la promulgation de cet article de la Loi, en décembre 1949. De ce chiffre, huit sont des entreprises d'aménagement de terrain, trois des entreprises subventionnées de logement à loyer, cinq des entreprises de logements à loyer économique, et trois des entreprises d'aménagement de terrain et de logements à loyer économique. Ces 19 projets comportent 4,997 terrains à bâtir munis de services, et prévoient la construction de 1,185 logements à loyer économique et 380 logements à loyer subventionné. Les trois autres projets pour lesquels un contrat a été signé, ne seront pas entrepris immédiatement. Les projets de logements à loyer subventionné comportant 200 unités à Halifax et 193 unités à Vancouver ont été remis à plus tard, parce que les soumissions reçues prévoient un coût de construction inacceptable au gouvernement intéressé. Le projet d'aménagement de terrain de Kingston, Ontario, a été retardé parce que la cité de Kingston est en voie d'annexer la région qui sera aménagée. (Tableaux 18 et 19)

En 1951, la première entreprise de l'article 35 comportant 140 logements à loyer subventionné fut parachevée à St-John's, Terre-Neuve.

Au terme de l'année, les projets soumis comprenaient cinq propositions combinées d'aménagement de terrain et de logements à loyer en Ontario, et cinq propositions de logements à loyer économique, dont trois en Ontario et deux à Terre-Neuve.

**ARTICLE 12.** Le présent article de la Loi prévoit des octrois du gouvernement du Canada aux municipalités pour venir en aide au déblaiement, au réaménagement, à l'assainissement et à la modernisation des quartiers de taudis et des zones insalubres et impropres à l'habitation.

L'on continue à progresser dans le redéveloppement Regent Park dans la cité de Toronto, qui est présentement le seul projet entrepris avec l'aide prévue par l'article 12. On a déjà fait l'acquisition de 457 morceaux de

terrain, soit 71 pour cent de toute la région en voie de développement, au coût de \$1.7 millions, soit 76 pour cent du coût total de l'acquisition, calculé à \$2.3 millions. De ce montant, l'octroi approuvé en vertu de l'article 12 se chiffre par \$1,150,000. L'entreprise de Regent Park comportera 1,056 logements, dont 326 ont été parachevés et sont maintenant occupés.

## ADMINISTRATION DES HYPOTHÈQUES

### *Hypothèques et Contrats de vente*

Les avances de la part de la Société dans des prêts conjoints au cours de 1951 se chiffrent par \$66.0 millions. Au terme de l'année, 100,478 prêts conjoints étaient en instance, au chiffre de \$169.1 millions.

Avec l'introduction des valeurs d'emprunt plus élevées en octobre, l'on a changé la base de calcul des crédits au compte de garantie en commun, en ce qui concerne les prêts conjoints approuvés. Antérieurement, les crédits au compte des garanties consistaient en montants fixés par unité, variant de \$200 à \$400 suivant la période d'amortissement et l'emplacement de la propriété hypothéquée, garantissant le prêt; d'après la nouvelle formule, les crédits seront un pourcentage du prêt, variant de 4.3 pour cent à 15 pour cent, suivant la période d'amortissement et l'emplacement de la propriété hypothéquée. La dette contingente découlant du contrat de garantie en commun, au compte de la Loi Nationale de 1938 sur l'Habitation se chiffre par \$4.6 millions et au compte de la Loi Nationale de 1944 sur l'Habitation, à \$20.0 millions.

Au terme de l'année, l'on rapportait que 315 prêts conjoints étaient arriérés de trois mois ou plus. Ces arriérés représentent approximativement .31 pour cent des prêts en instance.

Les pertes nettes subies au cours de 1951 sur les prêts conjoints où des procédures furent instituées dans le but de réaliser sur la garantie, s'élevèrent à \$131,816.

Au terme de l'année, la Société avait consenti 3,410 prêts en vertu des articles 9, 9A et 31A, et les hypothèques garantissant le remboursement du solde du prix d'achat en vertu de l'article 3B, représentaient \$66.9 millions (à l'exclusion des prêts approuvés, mais au compte desquels aucune avance n'avait été faite). Les avances sur les prêts de la Société au cours de l'année, se chiffèrent par \$21.2 millions. De ces prêts 25 étaient arriérés de trois mois ou plus le 31 décembre 1951, représentant .73 pour cent des prêts en instance. La Société administrait au terme de l'année, 21,628 comptes, découlant de la vente des maisons d'ouvriers de guerre et d'ex-militaires, aux particuliers en vertu d'un contrat de vente. De ces comptes, 25 (.12 pour cent) étaient arriérés de trois mois ou plus.



*Aide aux institutions prêteuses*

La seule activité en 1951 sous le régime de l'article 29 de la Loi sur la Société Centrale d'Hypothèques et de Logement, comporte un renversement d'une transaction effectuée en 1950. Une institution prêteuse racheta ses intérêts dans 140 prêts conjoints, lesquels avaient été vendus à la Société en 1950. L'institution prêteuse racheta ses intérêts, parce qu'il lui fut possible de conclure des ententes pour le transport de ses intérêts à une autre compagnie.

*Comptes d'assurance-loyer*

Au terme de l'année, la réserve pour les loyers garantis se chiffrait par \$410,744, dont \$71,422 représentaient des primes payées à l'avance. Deux réclamations, au chiffre de \$640.58 furent payées au cours de l'année.

## CONSTRUCTION

L'activité de la Société dans le domaine de la construction en 1951 fut à peu près entièrement limitée à des travaux exécutés pour le compte du ministère de la Défense Nationale. Pour son propre compte, la Société s'adonna uniquement au parachèvement des logements à loyer pour les ex-militaires et à l'installation des améliorations permanentes apportées aux maisons d'ouvriers de guerre.

*Programme de logements à loyer des ex-militaires*

Cette phase du programme de la construction résulte des engagements découlant des contrats passés avec les municipalités avant le 15 mai 1949, date à laquelle prit fin le programme de logements à loyer pour les ex-militaires. Au début de 1951, 913 logements à loyer d'ex-militaires étaient en voie de construction. Au cours de décembre, l'on fit une demande de soumissions, et la Société a passé des contrats pour un autre bloc de 100 logements, pour lesquels aucun travail n'avait été commencé au terme de l'année. De plus, il restait 294 maisons à donner à contrat. Les maisons parachevées au cours de l'année se chiffrent par 707, laissant un report de 214 unités le 31 décembre 1951 (tableaux 11 et 12).

*Améliorations permanentes*

Au début de 1951, les contrats avaient déjà été passés pour l'installation des améliorations permanentes dans 443 maisons d'ouvriers de guerre, construites au cours de la deuxième guerre mondiale. En 1951, l'on a commencé des travaux semblables sur un autre bloc de 1796 logements. On a parachevé 1,662 maisons et à la fin de l'année, les travaux étaient en cours sur 577 maisons.

## SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

### *Quartiers permanents de militaires mariés pour le ministère de la Défense Nationale*

Au début de 1951, 3,901 logements étaient en voie de construction. Au cours de l'année, la Société fit la demande de soumissions et octroya des contrats pour 2,063 autres logements, dont 1,836 furent commencés. De plus, il restait 1,725 habitations à donner à contrat, comparativement à 489 au terme de 1950; cette augmentation considérable provient des difficultés éprouvées dans l'acquisition de terrain et à terminer les négociations avec les municipalités. Deux mille neuf cent quatre-vingt dix-neuf logements furent parachevés et passés au compte du ministère de la Défense Nationale en 1951, laissant 2,738 en voie de construction le 31 décembre 1951.

### *Ecoles du ministère de la Défense Nationale*

Comme au cours des années précédentes, la Société, pour le compte du ministère de la Défense Nationale, a entamé des pourparlers pour la passation de contrats avec les autorités provinciales et municipales, en vertu desquels les enfants de militaires mariés pourront recevoir une formation scolaire à l'emplacement des camps militaires. En ce qui concerne 51 de ces emplacements, des arrangements ont été complétés ou sont encore à l'étude.

Dans 20 cas, l'on a conclu une entente pour que les enfants du camp, soient admis aux écoles existantes des environs. Dans 31 autres cas, il a fallu voir à la construction d'écoles à l'emplacement des camps militaires. On a passé les contrats pour 23 écoles, dont 14 ont été parachevées. Les plans n'ont pas été dressés pour huit autres écoles. Les 23 écoles contiennent de quatre à 18 salles de classe, avec auditorium et elles coûteront environ \$8 millions.

A six stations du C.A.R.C., on avait besoin de neuf écoles, dont huit sont déjà avancées. Ces écoles de deux ou trois salles de classe, coûteront environ \$1 million.

### *Construction pour le compte de Defence Construction (1951) Limited*

Au cours de l'année, il incombait à la Société de conclure des ententes pour la construction de projets de défense au Canada; cette grande responsabilité s'étend à la demande de soumissions, l'administration et la surveillance de la construction mécanique et des travaux depuis la date du contrat jusqu'au parachèvement.

Antérieurement au 22 novembre 1950, des contrats pour la construction de défense au chiffre de \$95.4 millions furent accordés par Canadian Commercial Corporation. La Société Centrale d'Hypothèques et de Loge-

ment assumait la responsabilité de la surveillance des travaux pour le compte de Defence Construction Limited, dans 123 contrats, représentant \$42.7 millions des \$95.4 millions susmentionnés. Jusqu'au 22 novembre 1950, la valeur des travaux parachevés, se chiffrait par \$20.2 millions dans les 123 contrats, et de cette date jusqu'au 31 décembre 1951, la valeur des travaux parachevés se chiffrait par \$43.3 millions.

Depuis le 22 novembre 1950, les travaux de 44 de ces contrats pour une valeur de \$4.6 millions ont été parachevés, laissant 79 de ces contrats reportés pour une valeur de \$38.1 millions sous l'administration de la Société.

Au cours de la période s'étendant du 22 novembre au 31 décembre 1951, on a reçu du ministère de la Défense Nationale, et de Canadian Arsenals Limited, des demandes de contrat pour une valeur de \$214.9 millions. On a accordé 388 contrats au chiffre de \$180.8 millions pour des travaux à 145 emplacements. Au cours de la même période, la valeur des travaux parachevés dans les 511 contrats se chiffrait par \$88.0 millions. Les entrepreneurs se livrant à la construction de défense avaient à leur emploi, au terme de l'année, les nombres suivants d'employés à pied-d'oeuvre: 480 ouvriers de bureau, 733 surintendants, 5,517 manoeuvres spécialisés, et 3,604 manoeuvres non spécialisés, donnant au total un embauchage de plus de 10,000.

## **ADMINISTRATION DE LA PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE**

### *Administration des propriétés*

En plus des logements familiaux, la Société exploite les entreprises non familiales suivantes: Laurentian Terrace à Ottawa, un foyer pour les employées civiles; Arbour Lodge à Ajax; et une hôtellerie à Hamilton pour les ouvriers industriels. Jusqu'au 25 avril, la Société exploitait une hôtellerie pour hommes à St-John's, Terre-Neuve, alors qu'elle fut transportée au ministère de la Défense Nationale.

Le village de Deep River, dont la Société était propriétaire et qu'elle administrait, fut transféré de nouveau au Conseil National des Recherches, le 1er avril 1951.

Le nombre de logements à loyer administrés diminua, soit de 38,656 au terme de 1950, à 24,776 au terme de 1951. Les nouveaux logements parachevés et inscrits au compte des loyers se chiffèrent par 642, alors que les ventes se chiffèrent par 13,941. La distribution des logements unifamiliaux et collectifs, par province, est indiquée au tableau 15. Le revenu-loyer pour 1951 se chiffre par \$13.2 millions, comparativement à \$16.4 millions en 1950. Le 31 décembre, 21 comptes de loyer étaient arriérés de trois mois ou plus, comportant un montant de \$413.

L'on étendit le système de pointage prioritaire des requérants de maisons à loyer aux membres du Corps de Service Spécial de Corée sur la même base que les ex-militaires de la deuxième guerre mondiale. L'allocation des logements aux nouveaux projets parachevés se chiffre par 642, et l'allocation des maisons louées antérieurement et devenues vacantes, se chiffre par 3,216, soit un total de 3,858, au cours de l'année. Le nombre de maisons de la Société occupées par les civils qui n'ont pas fait de service militaire, diminua de 4,734 à 2,224 en 1951. Le nombre de demandes en main déposées par les ex-militaires, au terme de l'année, s'élevait à 18,756.

L'entretien des propriétés fut entrepris en 1951 comme au cours des années précédentes. Les dépenses à ce compte, y compris les salaires et les gages à pied-d'oeuvre se chiffèrent par \$2.4 millions en 1951. Dans ces dépenses, sont compris \$777,907 pour le peinturage extérieur, et \$55,682 pour le terrassement. Les dépenses moyennes d'entretien par unité, se chiffrent par \$76 en 1951, comparativement à \$64 en 1950.

En 1951, on a porté une attention particulière au terrassement paysagiste. La valeur totale des nouveaux contrats de terrassement en 1951 se chiffrait par \$1,340,000, pour 4,974 logements et 10 écoles. Plusieurs de ces entreprises seront bientôt parachevées, mais, étant donné que le terrassement paysagiste est un travail saisonnier, et que la Société n'acceptera les travaux qu'après l'établissement des pelouses et la feuillaison des arbres et des arbustes, les contrats ne seront pas terminés avant 1952. L'entretien du terrassement a été amélioré et l'on a introduit un programme annuel pour la plantation d'arbres et d'arbustes.

#### *Vente des maisons louées*

Au terme de 1950, 29,888 maisons avaient été offertes en vente et 14,430 maisons n'avaient pas été vendues. Au cours de l'année, un autre bloc de 5,797 maisons furent mises en vente. Au total 13,941 maisons furent vendues au cours de l'année au prix global de vente de \$59.9 millions, y compris une vente en bloc de 214 maisons d'ouvriers de guerre à la ville de Dartmouth. Depuis le début du programme de vente, 29,399 maisons ont été vendues pour une valeur de \$110.5 millions.

Les locataires ont la priorité d'achat. Les locataires peuvent s'entendre mutuellement pour interchanger les maisons, afin de faciliter les ventes. Les maisons qui deviennent vacantes dans une entreprise en vente sont gardées vacantes pour être vendues aux ex-militaires de la deuxième guerre mondiale et aux membres du Corps Spécial de Corée. La Société peut demander à un locataire qui ne désire pas acheter la maison qu'il occupe ou toute autre maison que la Société a en vente dans la localité, de déménager dans un autre logement à loyer de la Société dans cette loca-

lité, si la Société reçoit une offre acceptable pour la maison que ce locataire occupe.

*Paievements aux municipalités*

En 1951, la Société a payé plus de \$1.5 millions à 199 municipalités, à titre de taxes, pour ses entreprises de logements à loyer. A la demande de dix municipalités intéressées, l'on a passé de nouveaux contrats pour les entreprises de logements d'avant 1948, afin de prévoir des paiements plus élevés à titre de taxes. A la suite de ces paiements majorés, il a fallu exiger des locataires, un loyer plus élevé.

*Protection contre les incendies*

Les dommages causés par l'incendie et le nombre d'incendies en 1951 furent relativement peu élevés. Comme durant les années précédentes, les incendies furent causés principalement par suite de négligence de la part des fumeurs et dans l'usage d'allumettes qui, en 1951, constituèrent 60 pour cent de toutes les pertes. Comparativement à un compte de réserve en cas d'incendie, au chiffre de \$2 par logement loué, le coût réel de la réparation des dommages, s'éleva à 77 cents par unité. La Société a continué son programme de protection contre l'incendie au coût de 45 cents par logement, comparativement à 57 cents en 1950.

*Programme de transformation de maisons*

Les intérêts de la Société dans 73 des 93 propriétés administrées au début de 1951 furent remis, ou les baux expirèrent au cours de l'année. Les baux avec les propriétaires de 19 propriétés encore détenues à la Société expirent en 1952, et un autre au début de 1954 (tableau 15). Lorsque le propriétaire reprend la régie de sa propriété, la Société cherche à s'entendre avec lui afin qu'il accepte les locataires actuels.

*Programme de développement d'Ajax*

Le développement d'Ajax comme centre industriel équilibré, se continua en 1951. Le district d'amélioration d'Ajax, tel qu'établi en 1950, assumait la responsabilité de l'entretien et de l'exploitation des services municipaux dès le début de 1951.

De nouveaux bâtiments commerciaux évalués à plus de \$2 millions, étaient en voie de construction à Ajax en 1951; 54 acres de terrain furent vendues aux industries pour être affectées au développement d'usines.

En juillet, l'on a offert en vente 600 maisons d'ouvriers de guerre. Au terme de l'année, 456 de ces maisons avaient été vendues. Afin d'encourager la construction de maisons, l'on a aménagé les services pour 146 nouveaux terrains à bâtir au cours de l'année, et l'on a tiré des plans pour

l'aménagement d'un autre bloc de 270. Les compagnies à dividende limité ont lancé un programme pour 150 habitations unifamiliales, dont 20 étaient à peu près achevées, le 31 décembre. A ce moment, un autre bâtisseur était sur le point de commencer les travaux de construction d'un projet d'appartements, comportant 238 unités.

Le programme de développement général maintenant en voie d'exécution, comprend un quartier commerçant, des artères principales et un réseau souterrain de conduits de vapeur.

*Vente de terrains non aménagés*

Au cours de l'année, la Société a disposé d'un morceau de terrain non aménagé, comportant approximativement 80 acres, situé en partie dans la cité de Montréal et en partie dans Ville Mont-Royal. Ce terrain faisait partie de l'actif de Housing Enterprises of Canada Limited, dont les propriétés furent transportées à la Société en septembre 1947. L'on a découvert que ce terrain ne pouvait pas être utilisé économiquement pour des fins logementaires, sous le régime de la Loi Nationale sur l'Habitation. Le prix réalisé sur le terrain vendu s'élève approximativement à 16 cents le pied carré, sans service.

## RECHERCHES ET INFORMATION

Il incombe à la Société, au moyen des fonds qui lui sont disponibles en vertu de la Partie V de la Loi Nationale sur l'Habitation d'encourager les travaux d'éducation et les recherches sur le logement et l'aménagement des collectivités. Certains de ces travaux sont entrepris par les services des Recherches Economiques et d'Information de la Société. Nombre d'octrois sont accordés en vertu de cette Partie de la Loi, à des universités qui entreprennent des travaux de recherches, de même que l'enseignement de l'urbanisme. Au cours de l'année, les dépenses totales pour les recherches, et l'information, s'élevèrent à \$290,577, dont \$171,863 fut dépensé directement par la Société; le solde fut accordé sous forme d'octrois et de versements aux universités et aux autres organismes du gouvernement.

*Recherches économiques et enquêtes*

Au cours de 1951, la Société en collaboration avec d'autres organismes, a continué de fournir des analyses et des données sur le logement, et de développer de nouvelles sources d'information qui pourraient en quelque sorte éclaircir les conditions et le financement logementaires.

Les sommaires des renseignements ainsi compilés furent publiés dans trois brochures régulières, nommément "Habitation au Canada" (trimestrielle), "Progrès de l'Habitation à l'Etranger" (trimestrielle), "Prêts Hypothécaires au Canada" (annuelle). "Habitation au Canada" contient

les renseignements donnant un aperçu aussi complet et à jour que possible de la situation logementaire. Au cours de l'année, plusieurs nouvelles séries de données statistiques furent développées et incorporées dans cette publication. "Progrès de l'Habitation à l'Etranger" revoit périodiquement les conditions logementaires et l'effet de la législation sur l'habitation dans six pays, savoir: les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Union Sud-Africaine et la Suède. Un numéro spécial traitait particulièrement de la situation en France, en Hollande et en Belgique. Le numéro de "Prêts Hypothécaires au Canada" publié en 1951, traitait de la situation hypothécaire au moyen d'une estimation d'un nombre de relevés, y compris les relevés portant sur les sources de financement des programmes de logement. Cette dernière série de données servirait à démontrer la provenance des deniers affectés aux 95,000 logements commencés et 92,000 logements parachevés en 1950.

Comme au cours des années précédentes, la Société entreprit un relevé du logement par l'entremise de ses représentants, qui firent la sollicitation de renseignements sur la situation logementaire dans plus de 130 cités et villes de 5,000 âmes et plus. Les résultats du relevé furent incorporés dans un bulletin intitulé "Placement Public et Privé au Canada, Aperçu de 1951", déposé en Chambre des Communes par le Ministre du Commerce et de l'Industrie, le 3 avril 1951.

Afin de fournir des renseignements à jour sur le programme de l'habitation, la Société continua ses relevés sur les unités commencées et parachevées dans toutes les cités et villes de 5,000 âmes et plus. L'on a pris les mesures nécessaires afin d'étendre la portée du relevé en 1952, en incluant les nouveaux districts suburbains qui font partie des régions métropolitaines, afin d'être conformes aux définitions utilisées dans le recensement de 1951, et en ajoutant quelque 24 centres urbains dont la population excède maintenant 5,000 âmes. Les résultats de ces relevés furent appuyés par des relevés-échantillons dans les centres moindres entrepris par le Bureau Fédéral de la Statistique, qui a publié les données unifiées pour les municipalités particulières, les provinces et le Canada dans les publications mensuelles.

La Société a fait quelques enquêtes préliminaires sur les besoins logementaires des personnes âgées. Diverses propositions ont été soumises en vertu des articles de la Loi Nationale sur l'Habitation, afin de fournir des logements convenables aux personnes âgées, et il semblait opportun de considérer le genre de logement qui conviendrait le mieux à leurs besoins. Lorsque ces recherches seront terminées, on espère que la Société pourra plus facilement aviser les proposants sous le régime de l'article 9 ou de l'article 35 de la Loi.

La Société donne son appui à la publication d'un livre intitulé "Residen-

tial Real Estate in Canada”, lequel incorpore le résultat des travaux de recherches et les analyses portant sur les points de vue économiques du logement. Une autre étude d'antécédents traitant de “La Construction de Maisons durant l'après-guerre—Coût et Problèmes d'approvisionnement” (Postwar Housing Building in Canada—Cost and Supply Problems), fut également publiée au cours de l'année.

Les dépenses pour les recherches économiques et les recherches connexes et pour autres recherches au cours de 1951, se chiffèrent par \$126,424. De ce montant \$111,630 fut dépensé directement par la Société, et \$14,794 fut payé à d'autres organisations.

#### *Modèles de maison*

Au cours de 1951, l'on s'efforça encore d'améliorer les modèles de maison que la Société met à la disposition du public, à bon compte. De plus, l'on a obtenu de nouveaux modèles pour lesquels on a publié des épures. L'on invita un grand nombre d'architectes de diverses parties du Canada à publier de nouveaux modèles, et à améliorer les modèles déjà soumis. L'on a obtenu ainsi 49 nouveaux modèles et quatre plans révisés et améliorés. Dix-huit architectes y ont participé, moyennant une royauté ou des honoraires. De plus, une série de 14 modèles de maison propres à la Côte de l'Ouest fut préparée par 13 maisons d'architectes en Colombie-Britannique.

En plus du travail sur ces modèles particuliers, l'on a fait quelque étude sur les modèles de groupes de maisons. Une forte proportion des maisons construites au Canada ont été érigées par des bâtisseurs, sous forme d'entreprises, où fréquemment, un certain nombre de maisons étaient identiques. On espère aider aux bâtisseurs à éviter l'effet monotone d'un tel système de construction en introduisant des variations simples aux plans et en groupant mieux les maisons à pied-d'oeuvre, sans toutefois y affecter toutes les économies réalisées dans un tel projet.

#### *Recherches en matière de construction*

La Société n'entreprend pas de recherches sur les matériaux ou les méthodes de construction. Pour les travaux de ce genre, elle compte principalement sur la Division des Recherches en Construction du Conseil National des Recherches, et les autres laboratoires gouvernementaux et commerciaux. Cependant, la Société entreprend des enquêtes sur le rendement des matériaux de construction, des méthodes et de l'outillage mécanique. La Division des Recherches en Construction aide à la Société dans ses études à pied-d'oeuvre.

Tel qu'il est requis par l'article 4 (2) (b) et 8 (2) (a) de la Loi Nationale sur l'Habitation, la Société a établi des normes minima de construction pour les bâtiments financés sous le régime de la Loi. Ces normes sont con-



tinuellement sous revision, afin de pouvoir inclure les nouveaux procédés de construction, et les matériaux jugés appropriés. L'acceptabilité des pratiques et des matériaux de construction à l'endroit des maisons financées sous le régime de la Loi Nationale sur l'Habitation est déterminée par la Société en se basant sur les données techniques, les rapports d'épreuves et l'expérience à pied-d'oeuvre fournis par le personnel de la Société, la Division des Recherches en Construction et les autres organismes ou laboratoires d'épreuves, soit gouvernementaux ou particuliers.

La Société a contribué auprès du Conseil National des Recherches à la revision du Code National du Bâtiment et elle a travaillé avec les Comités établis dans le développement des normes de rendement pour les produits de la construction, par la Commission des Devis du Gouvernement Canadien et l'Association Canadienne de Normalisation.

#### *Aménagement des collectivités*

Au cours de l'année, l'on a réalisé un développement important dans les ententes avec les universités pour l'entraînement de diplômés à être affectés aux travaux d'aménagement des collectivités. La Société a aidé à ce développement en fournissant des fonds pour neuf bourses d'étude que peuvent obtenir les étudiants, à l'une quelconque des quatre universités qui offrent présentement ces cours. Les universités McGill, de Toronto, du Manitoba et de Colombie-Britannique, reçoivent les demandes de bourses, et les décisions sont prises par un comité interuniversitaire.

Afin de procurer une aide aux travaux de l'Association Canadienne d'Urbanisme, au cours de l'année, la Société lui a encore accordé un octroi. La plus grande partie de ces deniers est affectée aux travaux du bureau national de l'Association, qui est devenu un centre d'information dans le domaine de l'urbanisme. Les renseignements sont publiés dans son bulletin mensuel—Les Nouvelles de l'A.C.U.—et l'Association a étendu son service d'éducation par l'entremise d'un nouveau bulletin trimestriel, *La Revue Canadienne d'Urbanisme*. L'Association vient en aide à ses Divisions provinciales, qui reçoivent des octrois des gouvernements provinciaux et garnissent également leur budget avec les honoraires des membres; dans plusieurs parties du pays, ces Divisions ont tenu des conférences au cours de l'année, où les problèmes de développement urbain ont fourni une matière à discussion.

#### *Services d'information*

L'on s'est adonné principalement dans ce domaine, à la diffusion des renseignements sur les facilités de la Loi Nationale sur l'Habitation, et à encourager l'amélioration des modèles de maison, et de la construction. Dans la réalisation du programme d'information de 1951, l'on a eu recours

à des imprimés, sous diverses formes, de même qu'aux communiqués de nouvelles, articles de journaux, bulletins spéciaux, exhibits, photographies et films cinématographiques.

La distribution de 75,000 copies des brochures de modèles de petites maisons offertes par la Société en dénote la popularité, alors que les ventes des épures de maisons illustrées dans les brochures se chiffèrent par 4,932 séries. Au cours de l'année, 13 pour cent des maisons financées au moyen de prêts conjoints furent construites suivant les plans que la Société met à la disposition des Canadiens, comparativement à 7 pour cent en 1950. L'on a donné à contrat l'impression d'une nouvelle série de brochures contenant des plans de bungalow, des maisons à 1½ étages et des maisons à 2 étages; ces imprimés seront livrés au cours des premiers mois de 1952; de même, la nouvelle brochure de modèles de maison pour la Côte de l'Ouest, fut également donnée à contrat.

Cinq exhibits ambulants furent étalés au cours de l'année; Hamilton, Vancouver, Winnipeg, Calgary, Edmonton, Saskatoon, Regina, Trois-Rivières, Sherbrooke, Québec, Toronto, London, Peterborough, Kitchener-Waterloo et Halifax constituaient l'itinéraire. Ces exhibits portaient particulièrement sur une bonne construction de maison et expliquaient les divers points à considérer, à quiconque projetait de construire une maison pour l'occuper. Pour la première fois, la Société a pris à sa charge un exhibit pour Canadian International Trade Fair, afin de promouvoir l'intérêt industriel dans Ajax, Ontario.

En réponse au "Service de Nouvelles" de la Société, lequel fut inauguré en 1949, la demande fut plus élevée qu'en toute autre année, comportant 85 journaux et périodiques de langue anglaise et 40 de langue française. En 1951, le service comprenait encore "La Maison d'Aujourd'hui, LNH", illustrant les genres de maisons unifamiliales, financées sous le régime de la Loi Nationale sur l'Habitation; des esquisses d'autres modèles de maisons de la S. C. H. L., et une série de 16 articles illustrés, informant le futur propriétaire-occupant, des divers aspects de la construction ou de l'achat d'une maison. Les journaux périodiques et bulletins industriels quotidiens et hebdomadaires ont demandé des articles spéciaux, des photographies et des renseignements généraux sur le logement.

Les trois films cinématographiques produits au cours des années antérieures—*Houses in Jig-Time*, *Tale of New Cities* et *On To Fortune*, ce dernier étant l'histoire d'Ajax—sont encore en circulation. Dans le domaine de la radio, on s'est limité à répondre aux demandes de renseignements à provenance de la Société Radio-Canada, et des postes émetteurs particuliers.

Les dépenses en 1951 pour le service d'Information, se chiffèrent par \$24,401.

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

**COMPTES**

L'on soumet ci-après l'état financier de la Société pour son année fiscale se terminant le 31 décembre 1951, lequel consiste en un bilan et à l'appui, les tableaux ayant trait aux propriétés immobilières et aux prêts; de plus, l'on soumet un état des revenus et des dépenses ainsi qu'un état du fonds de réserve pour l'année à l'étude.

**REVENUS ET DÉPENSES**

Les augmentations des soldes au compte des prêts de la Loi Nationale sur l'Habitation, ont résulté en une augmentation considérable des revenus-intérêts, comparativement à 1950. Un volume élevé de logements vendus accompagné d'un nombre relativement peu élevé de nouvelles acquisitions au compte de la propriété immobilière au cours de l'année, a amené une baisse marquée du revenu provenant des logements loués; par contre, ceci est compensé partiellement par les intérêts gagnés dans les ventes à tempérament.

Les nouveaux contrats administratifs en vigueur en 1951 rapportèrent des revenus à la Société, pour services rendus à Defence Construction (1951) Limited, au Conseil National de Recherches, aux ministères de la Défense Nationale et de la Production de Défense.

**ÉTAT COMPARATIF DES REVENUS ET DES DÉPENSES**

Revenu brut—	1950	1951
Intérêt sur les prêts . . . . .	\$ 3,590,266.89	\$ 7,103,355.92
Loyer . . . . .	16,349,315.13	13,138,900.39
Intérêt sur les promesses de vente . . . . .	1,126,791.58	2,661,235.18
Frais pour surveillance de la construction . . . . .	—	1,118,501.83
Autres revenus . . . . .	227,748.27	160,036.93
	<u>\$21,294,121.87</u>	<u>\$24,182,030.25</u>
<i>Déduire:</i> Dépenses—		
Administration . . . . .	\$ 4,000,260.89	\$ 5,014,155.78
Entretien et dépréciation des propriétés . . . . .	9,814,939.31	8,798,724.28
Intérêt sur les emprunts . . . . .	4,220,479.83	7,164,957.09
Perte sur les propriétés immobilières dont on a disposé et autres actifs . . . . .	396,442.96	60,156.08
	<u>\$18,432,122.90</u>	<u>\$21,037,993.23</u>
Revenu net viré au fonds de réserve . . . . .	\$ 2,861,998.88	\$ 3,144,037.02

Les chiffres portant sur l'exploitation des entreprises spéciales suivantes sont compris dans les revenus et les dépenses rapportés ci-dessus pour 1951:

*SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT*

	Revenus	Dépenses	Pertes
Développement Ajax . . . . .	\$341,383.15	\$ 431,310.06	\$ 89,926.91
Village de Deep River (3 mois, au 31 mars) . . . . .	102,265.60	184,950.04	82,684.44
“Staff House” de Hamilton . . .	360,287.34	364,600.34	4,313.00
Laurentian Terrace . . . . .	172,412.95	177,882.98	5,470.03
Buckmaster’s Field Hostel, St. John’s, T.-N. . . . .	3,434.27	2,883.54	(550.73)
	\$979,783.31	\$1,161,626.96	\$181,843.65
<i>Déduire:</i>			
Subvention recouvrable de la Commission de contrôle atomique au sujet du vil- lage de Deep River . . . . .	—	\$ 33,000.00	\$ 33,000.00
	\$979,783.31	\$1,128,926.96	\$148,843.65

Le compte des salaires sous la rubrique “Dépenses d’Administration” ne représente que le montant net que la Société a déboursé en salaires dans cette classification. Les salaires payés pour la construction à son compte, l’entretien des propriétés immobilières et pour l’activité sous le régime de la Partie V, lesquels sont recouvrables en vertu d’ententes spéciales, ou directement du ministre en vertu des Lois sur l’Habitation, se chiffèrent par \$2,887,467.76, portant le total brut des salaires et des gages payés par la Société à \$5,838,544.62.

**BILAN**

*Actif*

L’encaisse consistant en montants perçus aux divers bureaux de la Société, et qui n’ont pas encore été transférés au bureau-chef, suffit à acquitter les dettes immédiates. D’autres fonds, à mesure qu’ils sont requis pour des fins de prêt et de construction, sont tirés du gouvernement du Canada, en vertu des dispositions d’emprunt établies dans la Loi sur la Société Centrale d’Hypothèques et de Logement et la Loi Nationale de 1944 sur l’Habitation.

Les comptes à recevoir comprennent les soldes dus par les locataires dans les comptes de loyer, les dettes dues par les entrepreneurs, les avances pour les travaux de construction entrepris pour le compte du ministère de la Production de Défense, les frais non perçus pour services rendus à Defence Construction (1951) Limited et au ministère de la Défense Nationale, et autres frais.

Les comptes sous la rubrique, “Dû par le Ministre des Ressources et du Développement Economique” \$111,498.92, représentent la différence

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

nette entre certaines dépenses recouvrables en vertu de divers articles des Lois Nationales sur l'Habitation, y compris les dépenses pour les Logements d'Urgence, et les fonds recouverts des emprunteurs en défaut au compte des paiements effectués en vertu des garanties sur les prêts pour Amélioration de Maison.

Les pertes subies au cours de l'année, couvertes par des garanties et qui sont recouvrables du Ministre en vertu de l'article 25 de la Loi sur la Société Centrale d'Hypothèques et de Logement, ont été inscrites à titre d'actif distinct, représentant un compte dû par le Ministre après en avoir déduit tout bénéfice gagné dans toute telle transaction. Des pertes, au montant de \$582,294.57 furent encourues, en 1951, lors de la vente des propriétés construites par Housing Enterprises of Canada Limited et qui avaient été transportées à la Société. Ces pertes sont résumées comme suit:

Pertes sur les prêts conjoints y compris les pertes représentant la part de la Société. . . . .	\$132,511.44
Pertes dans la vente de propriétés en ce qui concerne les prêts directs aux Corporations Instituées de Logement. . . . .	581,894.57
	<u>\$714,406.01</u>

*Déduire:*

Bénéfices de la vente de propriétés en vertu des prêts déboursés sous le régime de la Loi Nationale de 1944 sur l'Habitation. . . . .	\$ 695.32
Bénéfices dans les transactions d'aménage- ment de terrains en vertu de l'article 11B de la Loi Nationale de 1944 sur l'Habita- tion. . . . .	25,841.48 \$ 26,536.80
	<u>\$687,869.21</u>

Le solde des sommes à avancer en vertu du programme de logements intégrés au chiffre de \$2,992.87, est recouvrable par l'entremise des Institutions Prêteuses à même les avances au compte des prêts conjoints aux bâtisseurs.

Les inventaires consistent en matériaux dans les catégories suivantes:

Matériaux de construction. . . . .	\$ 6,758.10
Matériaux détenus pour l'entretien des propriétés. . . . .	89,016.32
TOTAL. . . . .	<u>\$ 95,774.42</u>

Le solde des prêts en vertu des Lois sur l'Habitation ont augmenté de \$81,297,920.62 soit de \$155,360,049.56 à \$236,657,970.18.

*SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT*

---

Les soldes dus, y compris l'intérêt cumulé, en vertu des promesses de vente, représentant la portion impayée du prix d'achat des logements vendus, ont augmenté à \$74,037,259.30, comparativement à \$32,044,340.73, au terme de 1950.

Les entreprises de logement à loyer qui font l'objet de contrats municipaux pour l'installation des services moyennant une aide financière aux municipalités, avec remboursement à tempérament, seront bientôt parachevées. En conséquence, les avances aux municipalités en vertu de ces dispositions, se chiffèrent par \$740,366.65 en 1951, comparativement à \$1,163,517.72 en 1950. Le solde dû et non perçu le 31 décembre à ce compte, se chiffrait par \$2,876,862.07.

Le compte de la propriété immobilière a diminué du chiffre brut de \$165,106,001.70 en 1950, à \$131,315,765.63, le 31 décembre 1951. Les augmentations à ce compte en 1951 se chiffèrent par \$12,127,087.59, alors qu'il ait fallu déduire \$45,917,323.66 de ce compte, représentant la valeur des propriétés vendues en 1951. La dépréciation sur les propriétés a été prévue aux mêmes taux que ceux des années précédentes.

Le compte des propriétés immobilières comprend des dépenses nettes du gouvernement fédéral au chiffre de \$2,692,773.49 pour les contrats fédéraux-provinciaux passés sous le régime de la Loi Nationale sur l'Habitation.

Les dépenses recouvrables en vertu des ententes fédérales-provinciales, représentent la part non-perçue des provinces, dans les dépenses encourues en vertu de ces ententes.

Le compte du ministère de la Défense Nationale, représentant les dépenses pour la construction de quartiers pour les militaires mariés, financés au moyen d'emprunts en vertu de l'article 34 de la Loi Nationale sur l'Habitation, fut acquitté par le paiement de \$47,972,527.79, effectué le 31 mars 1951, terminant ainsi l'entente financière avec ledit ministère. Ces espèces furent utilisées pour le rachat des obligations de la Société, dues au gouvernement du Canada. Depuis le 1er avril 1951, les dépenses pour la construction de quartiers pour les militaires mariés, ont été défrayées directement par le ministère de la Défense Nationale.

Les dépenses de construction pour le compte du Conseil National de Recherches, seront recouvrées de cet organisme, au début de 1952.

Les dépôts des entrepreneurs et les autres dépôts de garantie faits au ministère des Finances représentent des obligations du gouvernement reçues et détenues en sécurité en cet endroit jusqu'à ce qu'elles soient remises aux déposants.

Le poste "autre actif" porté au bilan au chiffre de \$151,285.88, consiste en dépenses payées à l'avance, représentant les primes non échues sur l'assurance et les contrats de cautionnement des employés, les paiements à l'avance aux municipalités au compte des contrats où des octrois sont

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

accordés à titre de taxes, des divers dépôts recouvrables ainsi que les avances aux employés en voyage.

*Passif*

Les postes suivants constituent les comptes à payer et les divers frais accrus:

(1) Dettes courantes dues pour frais d'exploitation . . .	\$ 78,937.07
(2) Réclamations des entrepreneurs et des fournisseurs pour travaux parachevés à ce jour et matériaux livrés . . . . .	1,602,604.68
(3) Divers item, y compris les loyers et les taxes cumulés et non dus . . . . .	113,831.54
(4) Provision pour le parachèvement d'améliorations permanentes . . . . .	\$484,466.12
	<u>\$2,279,839.41</u>

"Les Retenues et Dépôts de Garantie d'Entrepreneurs et Autres" se chiffrant par \$3,993,960.67, tel qu'il est inscrit au bilan, sont constitués comme suit:

(1) Retenues et dépôts de garanties d'entrepreneurs . .	\$3,319,045.41
(2) Mises de fonds détenues en fideicommiss pour les futurs propriétaires de maisons construites en vertu du programme intégré . . . . .	2,551.75
(3) Dépôts remboursables aux locataires . . . . .	235,150.24
(4) Autres fonds détenus en fidéicommiss remboursables plus tard . . . . .	437,213.27
	<u>\$3,993,960.67</u>

Les loyers et les autres versements reçus à l'avance, au chiffre de \$1,082,432.91, représentent les loyers payés à l'avance, et les montants versés en acompte dans les contrats de vente en voie d'être exécutés.

Le fonds de retraite des employés a augmenté de \$52,075.48.

Ce compte représente les contributions des employés qui ne sont pas admissibles au fonds de pension.

"La réserve pour les loyers garantis" et les "Primes de rachat" représentent les primes d'assurance nettes, y compris cette partie des primes payées à l'avance, lesquelles sont disponibles pour les pertes futures, en vertu des polices d'assurance-loyer, accordées sous le régime de l'autorité conférée par l'article 8A de la Loi Nationale de 1944 sur l'Habitation, modifiée en 1948, et les garanties accordées aux bâtisseurs pour le rachat des maisons destinées aux ouvriers de défense.

Les emprunts bruts au cours de 1951 en vertu de l'article 23 de la Loi sur la Société Centrale d'Hypothèques et de Logement pour des fins de prêt, se chiffrèrent par \$70.5 millions; en vertu de l'article 34 de la Loi

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

Nationale de 1944 sur l'Habitation, les emprunts pour des fins de construction se chiffèrent par \$17.0 millions, et en vertu de l'article 35 de la Loi Nationale sur l'Habitation, par \$2.0 millions.

Les remboursements en 1951, au compte des emprunts en vertu de l'article 34 de la Loi Nationale sur l'Habitation consistent en rachats de \$2.1 millions, plus \$47.0 millions reçus le 31 mars, en règlement des comptes du ministère de la Défense Nationale.

L'intérêt cumulé sur les emprunts en vertu de l'article 23 de la Loi sur la Société Centrale, comprend une provision pour le taux d'intérêt plus élevé à l'endroit des prêts consentis à des taux d'intérêt plus élevés à la suite des amendements apportés en 1951, à la Loi Nationale de 1944 sur l'Habitation et des Règlements pertinents.

Le total des emprunts de toutes les sources, se chiffre comme suit:

	EN INSTANCE			
	LE 31 DÉCEMBRE			
	(Intérêt cumulé			
	non-compris)		REMBOUR- SEMENTS	AUGMEN- TATION
(millions)		EN 1951		
	1950	1951		
Emprunts pour fins de prêts en vertu des lois sur l'Habitation.....	\$127.0	\$197.5	Nil	\$70.5
Emprunts pour l'acquisition de terrain et la construction de bâtiments.....	146.4	114.3	\$49.1	(32.1)
Emprunts pour l'acquisition et la construction de propriétés, en vertu d'ententes fédérales-provinciales.....	Nil	2.0	Nil	2.0

Le compte du surplus de capital non réalisé comprenant la part non réalisée des bénéfices sur les maisons vendues qui avaient été construites par la Société, accuse les changements suivants au cours de l'année se terminant le 31 décembre 1951:

Solde reporté le 31 décembre 1950..... \$67,600,160.45

*Ajouter:*

Surplus additionnel découlant de la vente des propriétés acquises en vertu de l'article 34 de la Loi Nationale de 1944 sur l'Habitation..... \$16,434,089.41



SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

Bénéfices non réalisés dans la vente de propriétés immobilières construites pour le compte de la Société . . . . .	232,119.83	
		16,666,209.24
		\$84,266,369.69
<i>Déduire:</i>		
Recettes de la vente des propriétés acquises en vertu de l'article 34 de la Loi Nationale de 1944 sur l'Habitation, virées au fonds de réserve . .	7,403,781.74	
Recettes de la vente des propriétés immobilières tenues par la Société, virées au compte des revenus et des dépenses . . . . .	4,383.63	
		7,408,165.37
Solde après le bilan . . . . .		\$76,858,204.32

**FONDS DE RÉSERVE**

Les changements au compte du fonds de réserve entre le 1er janvier 1951 et le 31 décembre 1951, reflètent un crédit important pour la dépréciation accumulée des maisons de militaires avant la vente, et pour les réalisations en espèces sur toutes les maisons vendues à ce jour, lesquelles avaient été acquises en vertu de l'article 34 de la Loi Nationale sur l'Habitation.

Ce compte se résume comme suit:

	1950	1951
Solde créditeur le 1er janvier . . . . .	\$ 5,000,000.00	\$ 5,000,000.00
<i>Ajouter:</i>		
Virement du compte des revenus et des dépenses pour l'année . . . . .	2,861,998.88	3,144,037.02
Recettes de la vente des propriétés acquises en vertu de l'article 34 de la Loi Nationale de 1944 sur l'Habitation et dépréciation accumulée.	4,390,780.27	9,843,062.96
	\$12,252,779.15	\$17,987,099.98

*SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT*

---

*Déduire:*

Montant viré au crédit du Receveur Général.....	\$ 7,213,861.63	\$12,987,099.98
Redressements à l'actif en espèces, acquis en vertu de l'article 33 de la Loi Nationale de 1944 sur l'Habitation.....	38,917.52	—
	<hr/>	<hr/>
	\$ 7,252,779.15	\$12,987,099.98
	<hr/>	<hr/>
Solde créditeur.....	\$ 5,000,000.00	\$ 5,000,000.00

Le montant de \$12,987,099.98 est remis au Receveur Général.

### ORGANISATION

Les changements dans l'activité de la Société au cours de l'année en ont affecté considérablement l'organisation. Le volume des comptes de prêts directs et de contrats de vente augmenta au point d'exiger la décentralisation et d'affecter aux succursales, des fonctions reliées directement à l'administration de ces comptes. La diminution des propriétés immobilières détenues par la Société, provenant du grand nombre de ventes, a permis la fermeture de 11 succursales de location et l'unification des Divisions de l'Hypothèque et de la Propriété Immobilière, au Bureau-chef. Le bureau de district pour la perception des loyers à Deep River fut fermé, après que la Société eut transporté le village de Deep River au Conseil National des Recherches, au printemps de 1951. L'on a ouvert une succursale à Toronto au mois de septembre. Au terme de l'année, il y avait 5 bureaux régionaux, 28 succursales, 5 bureaux de district de location et 68 succursales de location.

Après mûre considération, la Société a adopté la semaine de cinq jours, sans toutefois réduire le nombre d'heures de travail par semaine. Ceci est conforme à la pratique établie dans plusieurs organisations avec lesquelles la Société traite. Après plusieurs mois d'expérience, il devint évident que les changements ne furent non seulement acceptés avec enthousiasme par le personnel, mais de plus, il en résulta une meilleure production hebdomadaire et un rendement plus efficace.

A la fin de l'année, les murs et le toit du bâtiment du siège social étaient terminés et le système de chauffage était en opération. L'on s'attend que le bâtiment sera prêt pour être occupé au cours de l'été 1952.

### PERSONNEL

Une diminution du personnel, occasionnée par une activité de prêts moins intense et la réduction du nombre de propriétés détenues par la

Société fut plus que contre-balancée par l'embauchage de 300 employés en rapport à la construction des projets de défense, y compris le personnel technique et de construction mécanique. L'augmentation résultante du personnel régulier s'est chiffrée par 181, soit de 1,782 le 31 décembre 1950 à 1,963 le 31 décembre 1951. La moyenne mensuelle des employés temporaires et journaliers diminua de 62, soit 365 le 31 décembre 1950 à 303, le 31 décembre 1951.

L'administration et la surveillance du programme de construction de défense exigea que l'on réservât les services d'un grand nombre de techniciens pour les travaux à pied-d'oeuvre et dans les bureaux. D'après les développements de 1952, il sera nécessaire d'embaucher d'autres techniciens. Au cours de 1951, il fut extrêmement difficile de recruter et de retenir des techniciens spécialisés, en raison de la concurrence des employeurs particuliers. Le nombre de manoeuvres de construction à pied-d'oeuvre, embauchés dans les entreprises de Defence Construction Limited augmenta de 29 au terme de 1950, à 246 au terme de 1951. Les techniciens des bureaux régionaux de construction et au bureau-chef affectés au programme, augmentèrent de 17 à 99. Le nombre d'employés de la Société réservant une partie de leur travail aux entreprises de construction de défense augmenta de 127 à 435.

Depuis août 1949, le personnel de la Société a participé à un groupe d'assurance et d'hospitalisation dont les bénéficiaires deviennent beaucoup plus évidents. Par exemple, au cours de la deuxième année en vigueur de la police, les employés ont soumis 521 réclamations. Les paiements pour frais d'hôpitaux, de chirurgie et de services spéciaux se chiffrèrent par \$56,581, représentant 81 pour cent du coût de ces services. L'on a payé quatre réclamations pour mortalité et pour démembrement.

Le 31 décembre 1951, 1,087 employés contribuaient au fonds de pension. Au 31 décembre 1951, le fonds comptait \$2,894,168.10. Le programme est encore à ses premières années, et il n'y eut que très peu de déboursés aux employés à leur retraite. Présentement, quatre personnes retirent une pension; de plus, cinq autres personnes ont quitté la Société et ont choisi de retirer une pension lorsqu'elles auront atteint l'âge de 60 ans.

Le Conseil désire une fois de plus exprimer son appréciation aux employés assidus et consciencieux de la Société, dans l'acquittement de leurs fonctions en 1951.

Bien à vous,

D. B. MANSUR,

*Président.*

**SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT**

**ÉTATS FINANCIERS**

**31 DÉCEMBRE 1951**

## SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES

### BILAN AU

ACTIF	
Encaisse . . . . .	\$ 4,330,836.18
Comptes à recevoir, moins provision de \$15,268.99 pour non-recouvrement . . . . .	877,981.64
Dû par le ministre des Ressources et du Développement économique en compte courant . . . . .	111,498.92
Dû par le ministre des Ressources et du Développement économique relativement à des pertes sous l'empire des lois sur l'habitation . . . . .	687,869.21
Avances en vertu du programme de logements intégrés . . . . .	2,992.87
Matériaux pour construction et entretien des immeubles— évalués au plus bas du prix coûtant ou de la valeur estimée de réalisation . . . . .	95,774.42
Prêts en vertu des lois sur l'habitation, y compris \$709,751.06 d'intérêts courus . . . . .	236,657,970.18
Promesses de vente, y compris \$719,636.65 d'intérêts courus . . . . .	74,037,259.30
Avances à des municipalités et autres avances, remboursables à tempérament, y compris \$13,932.73 d'intérêts courus . . . . .	2,876,862.07
Immeubles, évalués au prix coûtant ou à la valeur donnée par le conseil d'administration aux propriétés acquises sous l'empire de l'article 34 de la Loi nationale de 1944 sur l'Habitation, moins provision de \$8,208,198.84 pour dépréciation . . . . .	123,107,566.79
Dépenses à recouvrer en vertu des ententes fédérales-provinciales . . . . .	442,006.51
Dépenses de construction pour le compte du Conseil national de Recherches, financées au moyen de débentures de la Société . . . . .	1,012,331.57
Mobilier de bureau et autre équipement, moins provision de \$339,672.96 pour dépréciation . . . . .	312,611.49
Cautionnements d'entrepreneurs et autres cautionnements en dépôt au ministère des Finances . . . . .	445,250.00
Autres actifs . . . . .	151,285.88
	\$445,150,097.03

NOTE.—Le bilan ci-dessus ne pourvoit pas aux pertes possibles au compte des prêts consentis conjointement avec les institutions prêteuses, ni aux garanties, ni aux autres engagements en vertu des lois sur l'habitation, lesquels sont des obligations de Sa Majesté d'après ces lois.

D. B. MANSUR,  
*le président*

C. D. ARMITAGE,  
*le comptable en chef*

**ET DE LOGEMENT**  
**31 DÉCEMBRE 1951**

PASSIF

Comptes à payer et divers frais accrus . . . . .	\$ 2,279,839.41
Cautionnements d'entrepreneurs, retenues et autres dépôts . . . . .	3,993,960.67
Acomptes reçus sur promesses de vente en cours et loyers anticipés . . . . .	1,082,432.91
Fonds de retraite des employés . . . . .	143,090.04
Réserve pour garantie de loyers et de rachat de propriétés . . . . .	414,489.03
Dû au Receveur Général sous l'empire de l'article 31 de la Loi sur la Société centrale d'Hypothèques et de Logement . . . . .	12,987,099.98
Emprunts auprès du gouvernement du Canada en vertu de l'article 23 de la Loi sur la Société centrale d'Hypothèques et de Logement, attestés par des débentures de la Société, y compris \$1,791,371.36 d'intérêts courus (pour les prêts en vertu des lois sur l'habitation) . . . . .	199,291,371.36
Emprunts auprès du gouvernement du Canada sous l'empire de l'article 34 de la Loi nationale de 1944 sur l'Habitation, attestés par des débentures de la Société, y compris \$1,721,893.51 d'intérêts courus (pour l'acquisition et la construction d'immeubles) . . . . .	116,070,984.31
Emprunts auprès du gouvernement du Canada sous l'empire de l'article 35 de la Loi nationale de 1944 sur l'Habitation, attestés par des débentures de la Société, y compris \$28,625.00 d'intérêts courus (pour l'acquisition et la construction d'immeubles en vertu d'ententes fédérales-provinciales) . . . . .	2,028,625.00
Surplus de capital non-réalisé, y compris le surplus provenant de l'évaluation des propriétés acquises sous l'empire de l'article 34 de la Loi nationale de 1944 sur l'Habitation . . . . .	76,858,204.32
Capital—Autorisé et versé . . . . .	25,000,000.00
Fonds de réserve . . . . .	5,000,000.00
	<hr/>
	<b>\$445,150,097.03</b>
	<hr/>

RAPPORT DES VERIFICATEURS

Au Ministre des Ressources et du Développement économique, Ottawa.

Nous avons examiné le bilan ci-dessus de la Société centrale d'Hypothèques et de Logement arrêté au 31 décembre 1951 et nous avons obtenu tous les renseignements et explications que nous avons demandés. Nous faisons rapport que, dans notre opinion, ce bilan est dressé de manière à démontrer la situation financière véritable et exacte de la Société à cette date, au meilleur de notre connaissance, suivant les explications qui nous ont été données et d'après ce qu'indiquent les livres de la Société.

JEAN VALIQUETTE, C.A.,  
*de la firme Anderson & Valiquette.*  
 Ottawa, Canada—le 16 février 1952.

WM. H. CAMPBELL, C.A.,  
*de la firme Campbell, Glendinning and Dever.*

**SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT**  
**ÉTATS DES REVENUS ET DÉPENSES POUR L'ANNÉE**

TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 1951

**REVENUS:**

Intérêts sur prêts en vertu des Lois sur l'habitation.....	\$	7,103,355.92
<i>Moins:</i> Intérêts sur emprunts auprès du gouvernement du Canada pour les prêts en vertu des lois sur l'habitation.....		4,844,916.09
		\$ 2,258,439.83
Loyers des immeubles.....		13,138,900.39
<i>Moins:</i> Intérêts sur emprunts auprès du gouvernement du Canada pour placement dans des immeubles parachevés.....		2,320,041.00
		10,818,859.39
Autres revenus: Intérêts sur promesses de vente.....		2,661,235.18
Honoraires pour services fournis en vertu d'ententes.....		1,118,501.83
Divers.....		160,036.93
		3,939,773.94

**DÉPENSES:**

*Administration:*

Salaires du siège-social et des succursales.....	\$2,951,076.86
Fonds de pension, fonds de retraite, assurance-groupe, assurance-chômage et examens médicaux.....	565,784.21
Honoraires et dépenses des administrateurs.....	7,272.24
Honoraires et dépenses des vérificateurs.....	27,000.00
Frais juridiques.....	34,442.50
Fournitures et dépenses de bureau.....	326,098.32
Téléphone et télégrammes.....	135,392.34
Loyer et entretien des bureaux.....	229,540.84
Dépenses de voyages et usage des automobiles des employés.....	428,485.86
Services d'information, films et plans..	26,765.07
Dépréciation du mobilier et de l'équipement.....	93,288.92
Autres dépenses.....	189,008.62
	5,014,155.78

*Exploitation des immeubles:*

Frais d'opération de projets spéciaux... ..	1,161,626.96
Entretien et réparation des immeubles.....	2,416,855.15
Paiements aux municipalités en lieu de taxes et pour services.....	1,816,383.86
Dépréciation des immeubles.....	3,403,858.31
	8,798,724.28
	13,812,880.06

<i>Soustraire:</i> Perte sur ventes d'actifs par l'entremise de la Corporation des dispositions des biens de la Couronne	44,921.38
Perte sur ventes d'immeubles de la Société.....	15,234.70
	60,156.08
Solde viré au Fonds de Réserve.....	\$3,144,037.02

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

**SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT  
FONDS DE RÉSERVE**

Solde créditeur le 31 décembre 1950.....		\$5,000,000.00
<i>Ajouter:</i> Virement du compte de Revenus et Dépenses pour l'année termi- née le 31 décembre 1951.....	3,144,037.02	
Produit de la vente de propriétés acquises sous l'empire de l'article 34 de la Loi nationale de 1944 sur l'Habitation et dépréciation accumulée sur icelles.....	9,843,062.96	
		<u>12,987,099.98</u>
		\$17,987,099.98
<i>Soustraire:</i> Montant viré au crédit du Rece- veur Général.....		<u>12,987,099.98</u>
Solde créditeur le 31 décembre 1951, limité par l'article 31 de la Loi sur la Société Centrale d'Hypothèques et de Logement.....		<u><u>\$5,000,000.00</u></u>



SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT  
TABLEAU DES PRÊTS EN VERTU DES LOIS SUR L'HABITATION POUR L'ANNÉE TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 1951

	Solde le 31 décembre 1950							Solde le 31 décembre 1951	
	No. de prêts inscrits	Montants	No. de nouveaux prêts	Avances en 1951	Nombre de prêts remboursés intégralement	Amortissements de principal en 1951	No. de prêts inscrits	Montants	
<i>Prêts conjoints:</i> (part de la Société) .....	81,505	\$111,487,382.71	21,937	\$66,030,721.97	2,964	\$ 8,456,184.51	100,478	\$169,061,920.17	
<i>Prêts directs:</i> Compagnies de logement à dividende limité .....	15	2,754,481.69	3	711,093.31	Nil	157,328.33	18	3,308,246.67	
Prêts en vertu de l'article 31A .....	1,083	37,135,860.50	328	20,378,108.23	35	4,958,337.35	1,376	52,555,631.38	
Exploitations minières et forestières, industries du bois et de la pêche .....	3	220,944.78	1	65,021.63	Nil	28,370.64	4	257,595.77	
Prêts en vertu de l'article 29 de la Loi sur la Société centrale d'Hypothèques et de Logement .....	140	809,057.01	Nil	26,778.52	140	835,835.53	Nil	Nil	
	1,241	40,920,343.98	332	21,181,001.69	175	5,979,871.85	1,398	56,121,473.82	
<i>Hypothèques résultant de ventes d'immeubles</i> .....	395	2,383,919.41	1,626	9,938,755.40	9	1,557,849.68	2,012	10,764,825.13	
<b>TOTAL</b> .....	83,141	\$154,791,646.10	23,895	\$97,150,479.06	3,148	\$15,993,906.04	103,888	\$235,948,219.12	
<b>AJOUTER: intérêts courus .....</b>								709,751.06	
								<b>\$236,657,970.18</b>	

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT  
PROMESSES DE VENTE—31 DÉCEMBRE 1951

	Solde le 31 décembre 1950		Ventes et autres débits en 1951		Paiements reçus en 1951		Solde le 31 décembre 1951		
	No. de prêts inscrits	Montants	No. de ventes	Montants	Nombre de comptes payés intégralement ou annulés	Amortisse- ments de principal	Nombre de contrats inscrits	Montants	
TOTAL.....	10,419	\$31,756,214.66	11,543	\$54,263,862.54	334	\$12,702,454.55	21,628	\$73,317,622.65	
AJOUTER: intérêts courus.....								719,636.65	
								\$74,037,259.30	

**SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES**

**TABLEAU DES IMMEUBLES**

	Solde le 31 décembre 1950		Additions en 1951	
	Unités	Valeur aux livres	Unités	Valeur aux livres
<i>A l'usage de la Société</i> .....	129	\$ 468,424.59	5	\$ 1,422,972.90
<i>Construits pour location:</i>				
Maisons d'ouvriers de guerre .....	7,793	2,514,624.22	1	3,846,803.55
Maisons de membres des forces armées:				
Programme de 1947 et antérieur:				Nil
—parachevées .....	15,896	47,688,000.00	Nil	367,219.82
Programme de 1948—parachevées ..	8,163	55,269,921.28	9	(45,430.77)
—en voie de construction .....	9	45,430.77	(9)	6,511,990.12
Programme de 1949—parachevées ..	3,482	22,633,115.00	635	(3,207,343.65)
—en voie de construction .....	904	5,215,475.43	(633)	43,623.94
Maisons à logements multiples—para- chevées .....	623	5,255,720.97	Nil	
Maisons acquises de compagnies à dividende limité:				
à famille unique .....	1,628	12,931,097.02	Nil	Nil
garages .....	291			
à logements multiples .....	1,143	8,280,520.67	Nil	155,168.41
garages .....	232			
Part de la Corporation dans les dépenses de construction de maisons à logement multiples en vertu des ententes fédé- rales-provinciales—en voie de cons- truction .....	Nil	605,341.73	Nil	896,628.51
	40,164	160,439,247.09	3	8,568,659.93
<i>Acquis par suite de garanties données</i> .....	210	1,322,463.06	5	46,012.35
<i>Tenures par bail:</i>				
Programme de transformation de maisons .....	691	602,775.55	Nil	Nil
"Staff House"—Hamilton .....	1	190,000.00	Nil	Nil
	692	792,775.55	Nil	Nil
<i>Autres immeubles:</i>				
Terrains vacants .....	Nil	1,292,169.27	Nil	278,900.70
Part de la Corporation dans les dépenses d'aménagement de terrains en vertu ententes fédérales-provinciales .....	Nil	270,870.14	Nil	1,359,756.47
Divers .....	819	520,052.00	50	450,785.24
	819	2,083,091.41	50	2,089,442.41
<b>TOTAL</b> .....	42,014	\$165,106,001.70	63	\$12,127,087.59

**ET DE LOGEMENT**  
**31 DÉCEMBRE 1951**

Dédutions en 1951		Solde le 31 décembre 1951			
ités	Valeur aux livres	Unités	Valeur aux livres	Dépréciation	Valeur aux livres après dépréciation
<b>.31</b>	\$ 35,821.94	103	\$ 1,855,575.55	\$ 34,474.35	\$ 1,821,101.20
<b>3,817</b>	4,851,000.91	3,977	1,510,426.86	Nil	1,510,426.86
<b>7,929</b>	23,787,000.00	7,967	23,901,000.00	2,949,727.66	20,951,272.34
<b>560</b>	3,491,669.25	7,612	52,145,471.85	2,590,390.42	49,555,081.43
<b>Nil</b>	Nil	Nil	Nil	Nil	Nil
<b>Nil</b>	Nil	4,117	29,145,105.12	813,383.56	28,331,721.56
<b>75</b>	734,131.78	196	1,274,000.00	Nil	1,274,000.00
<b>Nil</b>	Nil	623	5,299,344.91	365,508.16	4,933,836.75
<b>1,221</b>	9,744,251.82	407	3,186,845.20	283,895.79	2,902,949.41
<b>266</b>		25			
<b>71</b>		1,136			
<b>Nil</b>	7.00	232	8,435,682.08	790,831.18	7,644,850.90
<b>Nil</b>	249,999.99	Nil	1,251,970.25	Nil	1,251,970.25
<b>13,875</b>	42,858,060.75	26,292	126,149,846.27	7,793,736.77	118,356,109.50
<b>194</b>	1,219,612.32	21	148,863.09	Nil	148,863.09
<b>482</b>	400,251.30	209	202,524.25	172,372.50	30,151.75
<b>Nil</b>			1	190,000.00	189,999.00
<b>482</b>	400,251.30	210	392,524.25	362,371.50	30,152.75
<b>Nil</b>	544,497.67	Nil	1,026,572.30	12,001.68	1,014,570.62
<b>Nil</b>	189,823.37	Nil	1,440,803.24	Nil	1,440,803.24
<b>688</b>	669,256.31	181	301,580.93	5,614.54	295,966.39
<b>688</b>	1,403,577.35	181	2,768,956.47	17,616.22	2,751,340.25
<b>15,270</b>	\$45,917,323.66	26,807	\$131,315,765.63	\$8,208,198.84	\$123,107,566.79

STATISTIQUE

LISTE DES TABLEAUX

<i>Tableau no</i>	<i>PARTIE I—Activité en vertu de la Loi Nationale sur l'Habitation</i>
1	Prêts nets approuvés en vertu de la Loi Fédérale sur l'Habitation, 1935, de la Loi Nationale sur l'Habitation 1938, et de la Loi Nationale sur l'Habitation, 1944.
2	Prêts nets approuvés et progrès de la construction, unités de la L.N.H., par province, 1951.
3	Prêts nets approuvés et progrès de la construction, unités de la L.N.H., par grande ville, 1951.
4	Prêts nets approuvés et progrès de la construction, unités de la L.N.H., par genre de prêt, 1951.
5	Prêts directs nets approuvés pour les propriétaires, par localité, 1951
6	Prêts directs nets approuvés pour la location, par localité, 1951.
7	Prêts nets approuvés, par genre de maison, 1951.
8	Prêts nets approuvés, suivant le montant du prêt, 1951.
9	Entreprises nettes approuvées, assurance-loyer, par province, 1951.
10	Construction parachevée et dépenses réelles, activité directe dans le domaine de l'habitation, du 1er avril au 31 décembre 1951.
11	Appropriations, dépenses et progrès de la construction, activité directe dans le domaine de l'habitation, par province, 1951.
12	Appropriations, dépenses et progrès de la construction, activité directe dans le domaine de l'habitation, par localité, 1951.
13	Logements à loyer en vente et vendus par province, 1951.
14	Logements à loyer en vente et vendus, par localité, 1951.
15	Logements à loyer administrés par la Société, le 31 décembre 1951.
16	Revenus et dépenses d'exploitation des entreprises de logements à loyer, par province, 1951.
17	Revenus et dépenses d'exploitation des entreprises de logements à loyer, par localité, 1951.
18	Appropriations, dépenses et progrès de la construction des logements construits en vertu d'ententes fédérales-provinciales par localité, 1951.
19	Projets d'aménagements de terrains en vertu d'ententes fédérales-provinciales, par localité, 1951.
20	Dépenses pour les recherches sur le logement et l'aménagement des collectivités, 1946-1951.

STATISTIQUE—suite

LISTE DE TABLEAUX

*Tableau*  
*no*

PARTIE II—*Autre activité*

- 21 Appropriations, dépenses et progrès de la construction: Logements pour le ministère de la Défense Nationale, par province, 1951.
- 22 Appropriations, dépenses et progrès de la construction: Logements pour le ministère de la Défense Nationale, par localité, 1951.
- 23 Contrats de construction demandés et accordés, et valeur des travaux parachevés, entreprises de construction de défense, par province, 1951.
- 24 Demandes approuvées pour une double dépréciation des projets de logements à loyer, 1951.

**PARTIE I**  
**ACTIVITÉ EN VERTU DE LA**  
**LOI NATIONALE SUR L'HABITATION**

*SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT*

**TABLEAU No 1**

**PRÊTS NETS APPROUVÉS EN VERTU DE LA LOI FÉDÉRALE SUR L'HABITATION  
1935, DE LA LOI NATIONALE SUR L'HABITATION, 1938, ET DE LA LOI  
NATIONALE SUR L'HABITATION, 1944**

*du 1er octobre 1935 au 31 décembre 1951 (1)*

Période et Loi sur l'Habitation	Nombre de prêts	Nombre d'unités	Montant (\$000)
<b>Loi Fédérale sur l'Habitation, 1935:</b>			
1935 (1er oct.—31 déc.) .....	73	97	514
1936 .....	550	788	3,778
1937 .....	1,311	1,817	7,524
1938 (1er jan.—31 juillet) .....	1,149	2,197	7,803
<b>Total .....</b>	<b>3,083</b>	<b>4,899</b>	<b>19,619</b>
<b>Loi Nationale sur l'Habitation, 1938:</b>			
1938 (1er août—31 déc.) .....	1,198	1,697	6,037
1939 .....	4,315	5,973	19,142
1940 .....	4,897	5,621	16,721
1941 .....	4,370	4,323	13,508
1942 .....	1,138	1,093	3,170
1943 .....	1,721	1,721	5,454
1944 .....	1,393	1,393	4,855
1945 (1er jan.—31 jan.) (2) .....	-407	-407	-1,368
<b>Total .....</b>	<b>18,625</b>	<b>21,414</b>	<b>67,519</b>
<b>Loi Nationale sur l'Habitation, 1944:</b>			
1945 (1er fév.—31 déc.) .....	4,838	5,387	22,511
1946 .....	7,341	11,827	55,951
1947 .....	8,886	10,933	53,230
1948 .....	15,313	18,776	104,291
1949 .....	18,047	25,166	140,830
1950 .....	33,934	42,280	284,487
1951 .....	14,918	19,303	123,677
<b>Total .....</b>	<b>103,277</b>	<b>133,672</b>	<b>784,977</b>
<b>Grand Total .....</b>	<b>124,985</b>	<b>159,985</b>	<b>872,115</b>

(1)—Les chiffres annuels représentent le nombre total des prêts approuvés plus les demandes réintégrées et les augmentations, moins les cancellations, les diminutions et les demandes retirées.

(2)—En 1945, les cancellations furent plus élevées que les demandes approuvées en vertu de la Loi Nationale sur l'Habitation, 1938.



TABLEAU No 2  
PRÊTS NETS APPROUVÉS ET PROGRÈS DE LA CONSTRUCTION, UNITÉS DE LA L.N.H.,  
PAR PROVINCE, 1951

Province	Population (000)	Prêts nets approuvés				Progrès de la construction, unités de la L.N.H.			
		Nombre de prêts	Nombre d'unités	Montant (\$000)	Unités par 1,000 âmes	Nombre d'unités en voie de construction le 31 déc. 1950	Nombre de logements commencés	Nombre de logements parachevés	Nombre d'unités en voie de construction le 31 déc. 1951
Terre-Neuve.....	361	33	33	239	.91	13	41	29	25
Ile du Prince-Edouard.....	98	7	7	41	.07	18	8	17	9
Nouvelle-Ecosse.....	643	173	187	1,210	.29	250	216	339	127
Nouveau-Brunswick.....	516	123	126	869	.24	114	133	165	82
Québec.....	4,056	2,630	4,233	26,035	1.04	6,701	4,669	6,226	5,144
Ontario.....	4,598	7,700	9,416	63,523	2.05	7,788	10,615	11,382	7,021
Manitoba.....	776	1,010	1,100	6,810	1.42	747	1,152	1,336	563
Saskatchewan.....	832	135	137	797	.16	220	146	217	149
Alberta.....	939	1,983	2,659	16,162	2.83	2,012	2,438	2,134	2,316
Colombie-Britannique.....	1,165	1,124	1,405	8,011	1.21	1,186	1,506	1,802	890
Yukon et Territoires du Nord-Ouest.....	25	—	—	—	—	—	—	—	—
CANADA (1).....	14,009	14,918	19,303	123,697	1.38	19,049	20,924	23,647	16,326

(1) Les prêts bruts approuvés en 1951, s'élevaient à 17,905 pour 23,012 unités et se chiffrent par \$152,457,874; ce volume fut réduit par les annulations, les demandes réintégrées et les autres changements ayant trait à 2,987 prêts pour 3,709 unités, au montant de \$28,760,669 représentant les prêts nets approuvés ci-dessus.

TABLEAU No 3—PRÊTS NETS APPROUVÉS ET PROGRÈS DE LA CONSTRUCTION, UNITÉS DE LA L.N.H., PAR GRANDE VILLE (1), 1951

Région	Population (000)	Prêts nets approuvés				Progrès de la construction, unités de la L.N.H.			
		Nombre de prêts	Nombre d'unités	Montant (\$000)	Unités par 1,000 âmes	Nombre d'unités en voie de construction le 31 déc. 1950	Nombre de logements commencés	Nombre de logements parachevés	Nombre d'unités en voie de construction le 31 déc. 1951
<i>Régions métropolitaines (2)</i>									
Calgary.....	142	818	839	5,190	5.91	833	986	1,014	805
Edmonton.....	181	992	1,647	10,012	9.10	929	1,254	838	1,345
Halifax.....	132	101	122	791	.92	149	132	214	67
Hamilton.....	271	736	804	5,346	2.97	610	813	968	455
London.....	128	659	689	4,418	5.38	598	688	825	461
Montréal.....	1,370	2,012	3,370	20,890	2.46	5,681	3,765	4,883	4,563
Ottawa.....	285	474	740	5,063	2.60	720	747	764	703
Québec.....	271	132	253	1,494	.93	279	284	432	131
Saint John.....	77	18	17	129	.22	17	19	26	10
St. John's.....	61	18	18	132	.27	1	17	10	8
Toronto.....	1,109	2,580	3,783	26,428	3.41	3,268	4,448	4,992	2,724
Vancouver.....	544	776	1,000	5,781	1.84	839	1,074	1,335	578
Victoria.....	103	201	239	1,327	2.32	157	263	245	175
Windsor.....	163	325	325	2,219	1.99	212	414	474	152
Winnipeg.....	351	938	1,026	6,346	2.92	627	1,065	1,237	455
Total.....	5,194	10,780	14,782	95,566	2.86	14,920	15,969	18,257	12,632

TABLEAU No 3—PRÊTS NETS APPROUVÉS ET PROGRÈS DE LA CONSTRUCTION, UNITÉS DE LA L.N.H., PAR GRANDE VILLE (1), 1951—(suite)

Région	Population (000)	Prêts nets approuvés				Progrès de la construction, unités de la L.N.H.			
		Nombre de prêts	Nombre d'unités	Montant (\$000)	Unités par 1,000 âmes	Nombre d'unités en voie de construction le 31 déc. 1950	Nombre de logements commencés	Nombre de logements parachevés	Nombre d'unités en voie de construction le 31 déc. 1951
<i>Autres grandes villes</i>									
Brantford.....	36	25	25	138	.69	41	28	44	25
Fort William.....	35	13	13	81	.37	28	14	26	16
Kingston.....	33	39	77	428	2.33	68	85	64	89
Kitchener.....	45	194	198	1,253	4.40	127	214	181	160
Oshawa.....	41	124	124	793	3.02	89	117	117	89
Peterborough.....	38	122	122	750	3.21	120	148	147	121
Port Arthur.....	31	19	19	124	.61	41	25	40	26
Regina.....	70	42	43	262	.61	105	47	86	66
St-Catharines.....	38	20	21	161	.55	30	27	35	22
Sarnia.....	34	298	349	2,389	10.26	29	279	174	134
Saskatoon.....	53	68	69	400	1.30	65	70	85	50
Sault-Ste-Marie.....	32	17	19	123	.59	30	25	43	12
Sherbrooke.....	50	55	79	449	1.58	45	85	97	33
Sudbury.....	42	21	72	468	1.71	41	28	53	16
Sydney.....	31	9	9	62	.29	24	13	20	17
Trois-Rivières.....	46	41	45	311	.98	63	52	62	53
Total.....	655	1,107	1,284	8,192	1.96	946	1,257	1,274	929
Autres régions.....	8,160	3,031	3,147	19,939	.39	3,183	3,698	4,116	2,765
CANADA.....	14,009	14,918	19,303	123,697	1.38	19,049	20,924	23,647	16,326

(1) Grande ville signifie une municipalité d'une population de 30,000 et plus.

(2) Comprend quelques unités situées dans une municipalité qui traverse, en partie, les frontières métropolitaines, mais en dehors de ces régions.

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

**TABLEAU No 4**  
**PRÊTS NETS APPROUVÉS ET PROGRÈS DE LA CONSTRUCTION, UNITÉS DE LA**  
**L.N.H., PAR GENRE DE PRÊT, 1951**

Genre de prêt	Prêts nets approuvés			Progrès de la construction, unités de la L.N.H.			
	Nombre de prêts	Nombre d'unités	Montant (\$000)	Nombre d'unités en voie de construction le 31 déc. 1950	Nombre d'unités commencées	Nombre d'unités parachevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 déc. 1951
(a) L.N.H. 1944, Partie I <i>Prêts conjoints de base pour les propriétaires:</i>							
Occupé par le propriétaire.....	3,777	3,856	25,912	2,204	3,598	3,019	2,783
Logements intégrés....	18	18	88	152	16	11	157
Pour la vente.....	10,778	11,250	73,827	2,170	9,027	5,479	5,718
<b>Total.....</b>	<b>14,573</b>	<b>15,124</b>	<b>99,827</b>	<b>4,526</b>	<b>12,641</b>	<b>8,509</b>	<b>8,658</b>
(b) L.N.H. 1944, Partie I <i>Prêts conjoints pour les propriétaires:</i> (plus le prêt de 1/6)							
Occupé par le propriétaire.....	-195	-205	-1,272	3,163	837	3,184	816
Logements intégrés....	-43	-43	-285	378	38	342	74
Pour la vente.....	1,194	-1,360	-10,526	7,683	3,482	8,731	2,434
<b>Total.....</b>	<b>-1,432</b>	<b>-1,608</b>	<b>-12,083</b>	<b>11,224</b>	<b>4,357</b>	<b>12,257</b>	<b>3,324</b>
(c) L.N.H. 1944, Partie I <i>Prêts conjoints pour les propriétaires:</i> (majorés)							
Occupé par le propriétaire.....	49	50	398	—	11	—	11
Pour la vente.....	1,059	1,082	8,774	—	707	115	592
<b>Total.....</b>	<b>1,108</b>	<b>1,132</b>	<b>9,172</b>	<b>—</b>	<b>718</b>	<b>115</b>	<b>603</b>
(d) L.N.H. 1944, Partie II <i>Prêts pour habitations à loyer:</i>							
Pour la location.....	324	3,114	16,744	743	2,708	829	2,622
Compagnies à dividende limité.....	6	174	953	40	—	—	40
Industries primaires..	1	8	48	—	—	—	—
<b>Total.....</b>	<b>331</b>	<b>3,296</b>	<b>17,745</b>	<b>783</b>	<b>2,708</b>	<b>829</b>	<b>2,662</b>

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

**TABEAU No 4**  
**PRÊTS NETS APPROUVÉS ET PROGRÈS DE LA CONSTRUCTION, UNITÉS DE LA**  
**L.N.H., PAR GENRE DE PRÊT, 1951.—(suite)**

Genre de prêt	Prêts nets approuvés			Progrès de la construction, unités de la L.N.H.			
	Nombre de prêts	Nombre d'unités	Mon- tant (\$000)	Nombre d'unités en voie de con- struction le 31 déc. 1950	Nombre d'unités com- mencées	Nombre d'unités para- chevées	Nombre d'unités en voie de con- struction le 31 déc. 1951
(e) L.N.H. 1944, Article 31A							
<i>Prêts directs de base pour les propriétaires:</i>							
Propriétaire-occupant.	176	183	964	23	122	47	98
Logements intégrés . . .	-1	-1	-4	—	6	—	6
Coopératives . . . . .	—	—	18	25	—	—	25
<i>Prêts directs pour les propriétaires: (plus le prêt de 1/6)</i>							
Propriétaire-occupant.	-30	-30	-149	77	8	65	20
<i>Prêts directs pour les propriétaires: (majorés)</i>							
Propriétaire-occupant.	—	—	—	—	—	—	—
Pour la vente . . . . .	—	—	—	—	10	2	8
<i>Prêts directs pour les propriétaires: (majorés)</i>							
Propriétaire-occupant.	—	—	—	—	—	—	—
Pour la vente . . . . .	167	167	1,527	—	1	—	1
<i>Prêts directs pour logements à loyer:</i>							
Pour la location . . . . .	2	56	183	—	12	10	2
Pour assurance-loyer . . .	23	983	6,489	2,391	341	1,813	919
<i>Prêts directs pour habitations rurales:</i>							
Propriétaire-occupant.	1	1	8	—	—	—	—
<b>Total . . . . .</b>	<b>338</b>	<b>1,359</b>	<b>9,036</b>	<b>2,516</b>	<b>500</b>	<b>1,937</b>	<b>1,079</b>
(f) L.N.H. 1944, Parties I, II et Article 31A							
<i>Prêts conjoints et directs pour les propriétaires et pour la location:</i>							
Propriétaire-occupant.	3,777	3,854	25,833	5,467	4,576	6,315	3,728
Logements intégrés . . .	-25	-25	-197	530	54	353	231
Pour la vente . . . . .	10,809	11,138	73,599	9,853	13,233	14,327	8,759
Coopératives . . . . .	—	—	18	25	—	—	25
Pour la location . . . . .	326	3,170	16,927	743	2,720	839	2,624
Pour l'assurance-loyer . . .	23	983	6,488	2,391	341	1,813	919
Compagnies à divi- dende limité . . . . .	6	174	953	40	—	—	40
Industries primaires . . .	1	8	48	—	—	—	—
Habitation rurale . . . . .	1	1	8	—	—	—	—
<b>Total . . . . .</b>	<b>14,918</b>	<b>19,303</b>	<b>123,697</b>	<b>19,049</b>	<b>20,924</b>	<b>23,647</b>	<b>16,326</b>

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

**TABLEAU No 5—PRÊTS DIRECTS NETS APPROUVÉS POUR LES PROPRIÉTAIRES,  
PAR LOCALITÉ, 1951**

Localité	Partie I, Article 31A						Partie III, Article 31A Habitation rurale		
	Propriétaires			Ouvriers de défense			No. de prêts	Unités	Mont (\$000)
	No. de prêts	Unités	Mont. (\$000)	No. de prêts	Unités	Mont. (\$000)			
<i>Régions métropolitaines</i>									
Calgary .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Edmonton .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Halifax .....	1	1	4	—	—	—	—	—	—
Hamilton .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—
London .....	1	1	6	—	—	—	—	—	—
Montréal .....	2	2	11	—	—	—	—	—	—
Ottawa .....	10	10	85	—	—	—	—	—	—
Québec .....	—	—	-1	—	—	—	—	—	—
Saint John .....	1	1	6	—	—	—	—	—	—
St. John's .....	1	1	8	—	—	—	—	—	—
Toronto .....	9	9	58	167	167	1,527	—	—	—
Vancouver .....	2	2	12	—	—	—	—	—	—
Victoria .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Windsor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Winnipeg .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total .....	27	27	189	167	167	1,527	—	—	—
<i>Autres grandes villes</i>									
Brantford .....	1	1	5	—	—	—	—	—	—
Fort William .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Kingston .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Kitchener .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Oshawa .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Peterborough .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Port Arthur .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Regina .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—
St. Catharines .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sarnia .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saskatoon .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sault Ste-Marie .....	-1	-1	-4	—	—	—	—	—	—
Sherbrooke .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sudbury .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sydney .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Trois-Rivières .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total .....	—	—	1	—	—	—	—	—	—
<i>Autres localités</i>									
Amos, P.Q. ....	2	3	12	—	—	—	—	—	—
Andrew, Alta .....	1	1	4	—	—	—	—	—	—
Asbestos, P.Q. ....	-1	-1	-6	—	—	—	—	—	—
Assiniboia, Sask. ....	2	2	11	—	—	—	—	—	—
Atikokan, Ont. ....	1	1	5	—	—	—	—	—	—
Bashaw, Alta .....	-1	-1	-4	—	—	—	—	—	—
Batiscan, P.Q. ....	1	1	5	—	—	—	—	—	—
Beauharnois, P.Q. ....	1	2	18	—	—	—	—	—	—
Beauséjour, Man. ....	1	1	6	—	—	—	—	—	—
Black Lake, P.Q. ....	1	1	5	—	—	—	—	—	—
Bluewater, Ont. ....	-1	-1	-4	—	—	—	—	—	—

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

**TABLEAU No 5—PRÊTS DIRECTS NETS APPROUVÉS POUR LES PROPRIÉTAIRES,  
PAR LOCALITÉ, 1951—(suite)**

Localité	Partie I, Article 31A						Partie III, Article 31A Habitation rurale		
	Propriétaires			Ouvriers de défense			No. de prêts	Unités	Mont. (\$000)
	No. de prêts	Unités	Mont. (\$000)	No. de prêts	Unités	Mont. (\$000)			
<i>Autres localités</i>									
Brooks, Alta. ....	3	3	18	—	—	—	—	—	—
Campbell River, C.-B. . .	1	1	6	—	—	—	—	—	—
Carlyle, Sask. ....	1	1	4	—	—	—	—	—	—
Castor, Alta. ....	1	1	4	—	—	—	—	—	—
Chambly, P.Q. ....	1	1	5	—	—	—	—	—	—
Chandler, P.Q. ....	1	1	5	—	—	—	—	—	—
Châteauguay, P.Q. ....	—	—	2	—	—	—	—	—	—
Clinton, Ont. ....	1	1	5	—	—	—	—	—	—
Cochrane, Alta. ....	1	1	4	—	—	—	—	—	—
Cookshire, P.Q. ....	1	1	5	—	—	—	—	—	—
Coaldale, Alta. ....	1	1	4	—	—	—	—	—	—
Cupar, Sask. ....	1	1	5	—	—	—	—	—	—
Dryden, Ont. ....	2	2	11	—	—	—	—	—	—
East Angus, P.Q. ....	1	1	5	—	—	—	—	—	—
Elrose, Alta. ....	-1	-1	-4	—	—	—	—	—	—
Erneston, Ont. ....	1	1	5	—	—	—	—	—	—
Espanola, Ont. ....	1	1	4	—	—	—	—	—	—
Estevan, Sask. ....	1	1	5	—	—	—	—	—	—
Fruitvale, C.-B. ....	1	1	5	—	—	—	—	—	—
Goulburn, Ont. ....	1	1	5	—	—	—	—	—	—
Grande Rivière, P.Q. ....	1	1	4	—	—	—	—	—	—
Grandes Bergeronnes, P.Q. ....	-1	-1	-6	—	—	—	—	—	—
Grand Forks, C.-B. ....	2	2	11	—	—	—	—	—	—
Grand Prairie, Alta. ....	3	3	15	—	—	—	—	—	—
Harbour Grace, T.-N. ....	-1	-1	-4	—	—	—	—	—	—
Hanover, Ont. ....	1	1	6	—	—	—	—	—	—
Hartland, N.-E. ....	1	1	5	—	—	—	—	—	—
Hawkesbury, Ont. ....	2	2	12	—	—	—	—	—	—
Humboldt, Sask. ....	2	2	10	—	—	—	—	—	—
Jasper, Alta. ....	2	2	10	—	—	—	—	—	—
Kensington, I.-P.-E. ....	1	1	4	—	—	—	—	—	—
Kipling, Sask. ....	-1	-1	-4	—	—	—	—	—	—
La Tuque, P.Q. ....	2	2	10	—	—	—	—	—	—
Liberty, Alta. ....	-1	-1	-3	—	—	—	—	—	—
Lloydminster, Alta. ....	20	20	101	—	—	—	—	—	—
Lloydminster, Sask. ....	3	3	13	—	—	—	—	—	—
Magog, P.Q. ....	-1	-1	-5	—	—	—	—	—	—
Markham, Ont. ....	1	1	6	—	—	—	—	—	—
Markham Twp, Ont. ....	1	1	6	—	—	—	—	—	—
Masson, P.Q. ....	1	1	4	—	—	—	—	—	—
Matheson, Ont. ....	1	1	6	—	—	—	—	—	—
Meadow Lake, Sask. ....	-1	-1	-3	—	—	—	—	—	—
Melfort, Sask. ....	2	2	11	—	—	—	—	—	—
Mont-Laurier, P.Q. ....	1	1	4	—	—	—	—	—	—
Nelson, C.-B. ....	1	1	5	—	—	—	—	—	—
North Battleford, Sask. ....	1	1	5	—	—	—	—	—	—
North Bay, Ont. ....	-1	-1	-6	—	—	—	—	—	—
Notre-Dame-de-Port- neuf, P.Q. ....	1	1	4	—	—	—	—	—	—

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

**TABEAU No 5—PRÊTS DIRECTS NETS APPROUVÉS POUR LES PROPRIÉTAIRES,  
PAR LOCALITÉ, 1951—(suite)**

Localité	Partie I, Article 31A						Partie III, Article 31A Habitation rurale		
	Propriétaires			Ouvriers de défense			No. de prêts	Unités	Mont. (\$000)
	No. de prêts	Unités	Mont. (\$000)	No. de prêts	Unités	Mont. (\$000)			
<i>Autres localités</i>									
Oakville, Ont. ....	1	1	6	—	—	—	—	—	—
Peace River, C.-B. ....	1	1	4	—	—	—	—	—	—
Perth, Ont. ....	1	1	5	—	—	—	—	—	—
Ponoka, Alta. ....	—	—	—	—	—	—	1	1	8
Port Moody, C.-B. ....	1	1	6	—	—	—	—	—	—
Quesnel, C.-B. ....	3	3	18	—	—	—	—	—	—
Richvale, Ont. ....	3	3	18	—	—	—	—	—	—
River de Chute, N.-B. ....	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Rivière-Malbaie, P.Q. ....	-1	-1	-6	—	—	—	—	—	—
Rodney, Ont. ....	2	2	10	—	—	—	—	—	—
Rosetown, Sask. ....	4	4	21	—	—	—	—	—	—
Ruskin, C.-B. ....	1	1	6	—	—	—	—	—	—
Russell, Man. ....	1	1	5	—	—	—	—	—	—
St. Albert, Alta. ....	-1	-1	-6	—	—	—	—	—	—
St-Basile-le-Grand, P.Q.	1	1	5	—	—	—	—	—	—
St-Bruno (Lac-St-Jean), P.Q. ....	-1	-1	-5	—	—	—	—	—	—
St-Eustache-sur-le-Lac, P.Q. ....	1	1	5	—	—	—	—	—	—
St-Hyacinthe, P.Q. ....	-2	-2	-10	—	—	—	—	—	—
St-Jérôme (Lac-St- Jean), P.Q. ....	-1	-1	-4	—	—	—	—	—	—
St-Joseph-de-la-Rive (Charlevoix), P.Q. ....	1	1	3	—	—	—	—	—	—
St-Joseph (Richelieu), P.Q. ....	3	3	17	—	—	—	—	—	—
St-Jovite, P.Q. ....	1	1	6	—	—	—	—	—	—
St-Lazare, Man. ....	1	1	5	—	—	—	—	—	—
St-Luc (St-Jean), P.Q. ....	1	1	5	—	—	—	—	—	—
St-Marcel (Richelieu), P.Q. ....	-1	-1	-3	—	—	—	—	—	—
St-Odilon-de-Gran- bourne, P.Q. ....	2	4	16	—	—	—	—	—	—
Ste-Rose Ouest (Ile Jésus), P.Q. ....	-1	-1	-6	—	—	—	—	—	—
St-Sauveur, P.Q. ....	1	1	6	—	—	—	—	—	—
St-Siméon, (Charlevoix) P.Q. ....	1	1	4	—	—	—	—	—	—
Sault-au-Mouton, P.Q. ....	1	1	4	—	—	—	—	—	—
Shawinigan Falls, P.Q. ....	1	1	5	—	—	—	—	—	—
Shelburne, N.-E. ....	1	1	5	—	—	—	—	—	—
Sidney, C.-B. ....	1	1	6	—	—	—	—	—	—
Smithers, C.-B. ....	1	1	6	—	—	—	—	—	—
Sorel, P.Q. ....	10	11	59	—	—	—	—	—	—
Spalding, Sask. ....	-1	-1	-5	—	—	—	—	—	—
Taschereau, P.Q. ....	1	1	3	—	—	—	—	—	—
Terrebonne, P.Q. ....	-1	-1	-6	—	—	—	—	—	—
Trenton, N.-E. ....	1	1	4	—	—	—	—	—	—
Unity, Sask. ....	1	1	5	—	—	—	—	—	—
Valleyfield, P.Q. ....	—	—	-1	—	—	—	—	—	—



SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

**TABEAU No 5—PRÊTS DIRECTS NETS APPROUVÉS POUR LES PROPRIÉTAIRES,  
PAR LOCALITÉ, 1951—(fin)**

Localité	Partie I, Article 31A						Partie III, Article 31A Habitation rurale		
	Propriétaires			Ouvriers de défense			No. de prêts	Unités	Mont. (\$000)
	No. de prêts	Unités	Mont. (\$000)	No. de prêts	Unités	Mont. (\$000)			
<i>Autres localités</i>									
Varenes, P.Q. ....	3	5	10	—	—	—	—	—	—
Ville-Marie, P.Q. ....	4	4	22	—	—	—	—	—	—
Wainwright, Alta. ....	—	—	2	—	—	—	—	—	—
Warren, Man. ....	1	1	6	—	—	—	—	—	—
Waterloo, P.Q. ....	-1	-1	-5	—	—	—	—	—	—
Windsor Mills, P.Q. ....	1	1	6	—	—	—	—	—	—
Winfield, C.-B. ....	—	—	-1	—	—	—	—	—	—
Williams Lake, C.-B. ....	1	1	5	—	—	—	—	—	—
Yarmouth, N.-E. ....	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Total .....	118	125	639	—	—	—	1	1	8
Grand Total .....	145	152	829	167	167	1,527	1	1	8

*SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT*

**TABEAU No 6 — PRÊTS DIRECTS NETS APPROUVÉS POUR LA LOCATION,  
PAR LOCALITÉ, 1951**

Localité	Article 31A						Article 9 Compagnies à dividende limité			Article 9A Industries primaires		
	Location			Assurance- Loyer			No. de prêts	Unités	Mont. (\$000)	No. de prêts	Unités	Mont. (\$000)
	No. de prêts	Unités	Mont. (\$000)	No. de prêts	Unités	Mont. (\$000)						
<i>Régions métropolitaines</i>												
Calgary.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Edmonton.....	—	—	—	11	504	3,036	—	—	—	—	—	—
Halifax.....	—	—	—	1	8	46	—	—	—	—	—	—
Hamilton.....	—	—	—	—	—	—	1	50	362	—	—	—
London.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Montréal.....	—	—	—	-3	-134	-612	—	—	—	—	—	—
Ottawa.....	—	—	—	3	78	435	—	—	—	—	—	—
Québec.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saint John.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
St. John's.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Toronto.....	—	—	—	8	448	3,155	—	—	—	—	—	—
Vancouver.....	1	54	175	1	11	59	3	54	90	—	—	—
Victoria.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Windsor.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Winnipeg.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>Total.....</b>	<b>1</b>	<b>54</b>	<b>175</b>	<b>21</b>	<b>915</b>	<b>6,119</b>	<b>4</b>	<b>104</b>	<b>452</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
<i>Autres grandes villes</i>												
Brantford.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fort William.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Kingston.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Kitchener.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Oshawa.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Peterborough.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Port Arthur.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Regina.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
St. Catharines.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sarnia.....	—	—	—	1	52	294	—	—	—	—	—	—
Saskatoon.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sault Ste-Marie.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sherbrooke.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sudbury.....	—	—	—	—	—	—	1	50	350	—	—	—
Sydney.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Trois-Rivières.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>Total.....</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>1</b>	<b>52</b>	<b>294</b>	<b>1</b>	<b>50</b>	<b>350</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
<i>Autres localités</i>												
Ajax, Ont.....	—	—	—	—	—	—	1	20	151	—	—	—
Contrecoeur, P.Q.....	1	2	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Granby, P.Q.....	—	—	—	1	16	77	—	—	—	—	—	—
Malartic, P.Q.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	8	48
<b>Total.....</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>8</b>	<b>1</b>	<b>16</b>	<b>77</b>	<b>1</b>	<b>20</b>	<b>151</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>48</b>
<b>Grand Total.....</b>	<b>2</b>	<b>56</b>	<b>183</b>	<b>23</b>	<b>983</b>	<b>6,490</b>	<b>6</b>	<b>174</b>	<b>953</b>	<b>1</b>	<b>8</b>	<b>48</b>

*SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT*

**TABLEAU No 7**  
**PRÊTS NETS APPROUVÉS, PAR GENRE DE MAISON, 1951**

Genre de maison	Nombre de logements	Montant (\$000)
Unifamiliale—1 étage .....	8,488	55,439
Unifamiliale—1½ étages .....	3,941	26,894
Unifamiliale—2 étages .....	1,415	10,412
Total .....	13,844	92,745
Jumelée .....	490	3,423
Duplex .....	336	1,570
Triplex .....	90	397
Duplex jumelé .....	686	3,583
Maison de rangée .....	81	483
Maison d'appartements .....	3,776	21,496
Autres .....	—	—
Total .....	5,459	30,952
Grand Total .....	19,303	123,697

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

**TABLEAU No 8**  
**PRÊTS NETS APPROUVÉS, SUIVANT LE MONTANT DU PRÊT, 1951**

Montant du Prêt	Pour les propriétaires L.N.H. 1944 Partie I et Article 31A Nombre de logements	Pour la location L.N.H. 1944 Partie II et Article 31A Nombre de logements	Pour habitation rurale L.N.H. 1944 Article 31A Nombre de logements	Nombre total de logements
Moins de \$3,000.....	21	74	—	95
\$3,000—\$3,499.....	26	155	—	181
\$3,500—\$3,999.....	89	200	—	289
\$4,000—\$4,499.....	123	206	—	329
\$4,500—\$4,999.....	426	108	—	534
\$5,000—\$5,499.....	1,325	1,259	—	2,584
\$5,500—\$5,999.....	1,718	584	—	2,302
\$6,000—\$6,499.....	2,710	895	—	3,605
\$6,500—\$6,999.....	1,834	349	—	2,183
\$7,000—\$7,499.....	1,930	308	—	2,238
\$7,500—\$7,999.....	1,475	192	—	1,667
\$8,000—\$8,499.....	1,180	—	1	1,181
\$8,500—\$8,999.....	1,958	5	—	1,963
\$9,000 et plus.....	152	—	—	152
<b>Total.....</b>	<b>14,967</b>	<b>4,335</b>	<b>1</b>	<b>19,303</b>

TABLEAU No 9  
ENTREPRISES NETTES APPROUVÉES, ASSURANCE-LOYER, PAR PROVINCE, 1951

Province	Nombre d'entreprises	Nombre d'unités	Coût estimatif total (\$000)	Aire moyenne de parquet (pi. car.)	Nombre de pièces régulières (moyenne)	Loyer annuel maximum (\$000)
Terre-Neuve.....	—	—	—	—	—	—
Ile du Prince-Édouard.....	1	8	77	816	4.0	8
Nouvelle-Ecosse.....	—	—	—	—	—	—
Nouveau-Brunswick.....	1	30	199	866	3.6	18
Québec (1).....	11	784	6,919	—	—	789
Ontario.....	—	—	—	—	—	—
Manitoba.....	—	—	—	—	—	—
Saskatchewan.....	—	—	—	—	—	—
Alberta (1).....	1	44	314	—	—	40
Colombie-Britannique.....	2	31	228	764	3.6	28
CANADA.....	14	749	6,711	857	3.6	767

(1)—Cancellation ou réduction des projets approuvés en 1950; dans Québec, il y eut réduction de 46 unités, dans le total des projets alors qu'en 1951 il n'y eut qu'un projet de 16 unités.

TABLEAU No 10  
 CONSTRUCTION PARACHEVÉE ET DÉPENSES RÉELLES, ACTIVITÉ DIRECTE DANS LE DOMAINE DE L'HABITATION,  
 DU 1er AVRIL 1941 AU 31 DÉCEMBRE 1951

Année	Construction parachevée				Dépenses réelles		
	Entre-prises	Logements (Nombre)	Autres bâtiments (Nombre)	Habitation (\$000)	Autres bâtiments (\$000)	Développement et autre aménagement de terrains (\$000)	Total (\$000)
1941 (1er avril—31 décembre).....	13	1,666	4	7,863	463	2,364	10,690
1942.....	29	7,635	74	21,721	2,794	5,914	30,429
1943.....	20	6,326	113	16,938	7,712	5,497	30,147
1944.....	3	1,591	51	4,858	2,585	1,927	9,370
1945.....	23	1,556	5	9,561	225	969	10,755
1946.....	63	6,997	9	34,314	47	2,179	36,540
1947.....	88	5,421	9	26,701	21	1,893	28,615
1948.....	87	6,934	8	49,180	39	4,165	53,384
1949.....	78	7,804	4	38,635	160	5,233	44,028
1950.....	42	3,841	3	12,945	168	4,347	17,460
1951 (1).....	2	707	1	2,395	1,310	3,070	6,775
Total.....	448	50,478	281	225,111	15,524	37,558	278,193

(1)—Les dépenses en 1951, comprennent \$740,367, affectés aux services et au développement de terrains, et recouvrables des municipalités. Un autre montant de \$3,387,487 fut dépensé pour les améliorations permanentes dans les entreprises des années précédentes.

TABLEAU No 11  
 APPROPRIATIONS, DÉPENSES ET PROGRÈS DE LA CONSTRUCTION, ACTIVITÉ DIRECTE DANS LE  
 DOMAINE DE L'HABITATION, PAR PROVINCE, 1951

Province	Appropriations			Dépenses durant l'année				Progrès de la construction, activité directe			
	(1) Non dé- pensées le 31 déc. 1950 (\$000)	Approu- vées au cours de 1951 (\$000)	Non dé- pensées le 31 déc. 1951 (\$000)	Habi- tations (\$000)	Autres bâti- ments (\$000)	Dévelop- pement de terrains et autres dépenses (\$000)	Total (\$000) (2)	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décem- bre 1950	Nombre d'unités com- men- cées	Nombre d'unités parachevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décem- bre 1951
Terre-Neuve.....	17	10	13	4	—	10	14	—	—	—	—
Ile du Prince-Edouard.....	—9	9	—1	—	—	1	1	—	—	—	—
Nouvelle-Ecosse.....	26	130	—42	165	22	11	198	—	—	—	—
Nouveau-Brunswick.....	445	164	498	28	—	83	111	—	—	—	—
Québec.....	1,241	107	403	858	—	87	945	420	—	224	196
Ontario.....	4,892	1,940	4,261	676	1,276	619	2,571	75	—	65	10
Manitoba.....	488	60	294	79	—	175	254	—	—	—	—
Saskatchewan.....	496	21	343	119	—	55	174	93	—	93	—
Alberta.....	737	15	468	164	—	119	284	109	—	109	—
Colombie-Britannique.....	5,323	1,477	5,317	302	11	1,170	1,483	216	8	216	8
CANADA.....	13,656	3,933	11,554	2,395	1,310	2,330	6,035	913	8	707	214

(1)—Revisé afin d'exclure les soldes non dépensés pour la construction parachevée avant 1950.

(2)—En plus des dépenses susmentionnées, les \$740,367 qui furent dépensés en 1951, pour les services et l'amélioration des terrains, sont recouvrables des municipalités. Un autre montant de \$3,387,487 fut dépensé également en 1951 pour les améliorations permanentes dans les entreprises des années précédentes.

TABEAU No 12.—APPROPRIATIONS, DÉPENSES ET PROGRÈS DE LA CONSTRUCTION, ACTIVITÉ DIRECTE DANS LE DOMAINE DE L'HABITATION, PAR LOCALITÉ, 1951

Localités	Appropriations			Dépenses durant l'année				Progrès de la construction, activité directe				
	Non dé- pensées le 31 1950 (\$000)	Approu- vées au cours de 1951 (\$000)	Non dé- pensées le 31 1951 (\$000)	Habi- tations (\$000)	Autres bâti- ments (\$000)	Dévelop- pement de terrains et autres dépenses (\$000)	Total (\$000)	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1950	Nombre d'unités com- men- cées	Nombre d'unités para- chevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1951	
<i>Régions métropolitaines</i>												
Calgary .....	158	—	66	33	1	58	92	—	—	—	—	
Edmonton .....	340	—	177	115	—	48	163	109	—	109	—	
Halifax .....	29	22	15	7	22	7	36	—	—	—	—	
Hamilton .....	41	—	17	6	—	18	24	—	—	—	—	
London .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Montréal .....	1,207	106	389	856	—	68	924	420	—	224	196	
Ottawa .....	2,209	—	904	—	1,269	36	1,305	—	—	—	—	
Québec .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Saint John .....	236	106	239	25	—	78	103	—	—	—	—	
St. John's .....	17	10	13	4	—	10	14	—	—	—	—	
Toronto .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Vancouver .....	4,104	1,506	4,166	295	11	1,138	1,444	216	8	216	8	
Victoria .....	-13	3	-18	5	—	3	8	—	—	—	—	
Windsor .....	210	—	88	61	—	61	122	—	—	—	—	
Winnipeg .....	420	41	242	80	—	139	219	—	—	—	—	
Total .....	8,958	1,794	6,298	1,487	1,303	1,664	4,454	745	8	549	204	



TABLEAU No 12.—APPROPRIATIONS, DÉPENSES ET PROGRÈS DE LA CONSTRUCTION, ACTIVITÉ DIRECTE DANS LE DOMAINE DE L'HABITATION, PAR LOCALITÉ, 1951—(suite)

Localités	Appropriations			Dépenses durant l'année				Progrès de la construction, activité directe			
	Non dé- pensées le 31 1950 (\$000)	Approu- vés au cours de 1951 (\$000)	Non dé- pensées le 31 déc. 1951 (\$000)	Habi- tations (\$000)	Autres bâti- ments (\$000)	Dévelop- pement de terrains et autres dépenses (\$000)	Total (\$000)	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1950	Nombre d'unités com- men- cées	Nombre d'unités para- chevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1951
<i>Autres grandes villes</i>											
Brantford.....	49	—	44	3	—	2	5	—	—	—	—
Fort William.....	73	7	53	—	7	20	27	—	—	—	—
Kingston.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Kitchener.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Oshawa.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Peterborough.....	146	—	132	1	—	13	14	—	—	—	—
Port Arthur.....	117	—	94	5	—	18	23	—	—	—	—
Regina.....	201	—	101	75	—	25	100	93	—	93	—
St. Catharines.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sarnia.....	108	—	105	—	—	3	3	—	—	—	—
Saakatoon.....	96	—	79	4	—	13	17	—	—	—	—
Sault Ste. Marie.....	1	—	6	-5	—	—	-5	—	—	—	—
Sherbrooke.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sudbury.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sydney.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Trois-Rivières.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total.....	791	7	614	83	7	94	184	93	—	93	—

TABLEAU No 12—APPROPRIATIONS, DÉPENSES ET PROGRÈS DE LA CONSTRUCTION, ACTIVITÉ DIRECTE DANS LE DOMAINE DE L'HABITATION, PAR LOCALITÉ, 1951—(suite)

Localités	Appropriations		Dépenses durant l'année				Progrès de la construction, activité directe			
	Non dé- pensées le 31 1950 (\$000)	Approu- vées au cours de 1951 (\$000)	Non dé- pensées le 31 1951 (\$000)	Habi- tations (\$000)	Autres bâti- ments (\$000)	Dévelop- pement de terrains et autres dépenses (\$000)	Total (\$000)	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1950	Nombre d'unités com- mencées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1951
<i>Autres localités</i>							422			
Ajax, Ont.	957	337	872	102	—	320	—	—	—	—
Anherst, N.-E.	3	—	1	1	—	1	2	—	—	—
Arnprior, Ont.	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Aylmer, P.Q.	4	—	2	—	—	2	—	—	—	—
Barrie, Ont.	40	—	26	-3	—	17	14	—	—	—
Belleville, Ont.	38	—	24	2	—	12	14	—	—	—
Bracebridge, Ont.	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Brandon, Man.	68	20	52	—	—	36	36	—	—	—
Brockville, Ont.	23	—	18	1	—	4	5	—	—	—
Campbellton, N.-B.	-10	1	-10	—	—	1	1	—	—	—
Charlottetown, I.-P.-E.	-9	9	—	—	—	—	—	—	—	—
Chicoutimi, P.Q.	9	—	4	—	—	13	13	—	—	—
Cobourg, Ont.	2	—	1	1	—	—	1	—	—	—
Collingwood, Ont.	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—
Courtenay, C.-B.	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—
Cowansville, P.Q.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cranbrook, C.-B.	14	—	12	1	—	1	2	—	—	—
Deep River, Ont.	424	1,595	1,492	478	—	49	527	75	65	10
Dryden, Ont.	-4	5	3	-2	—	—	-2	—	—	—
Essex, Ont.	8	—	2	1	—	5	6	—	—	—
Farnham, P.Q.	7	—	2	2	—	5	5	—	—	—
Fort Erie, Ont.	4	—	2	2	—	—	2	—	—	—
Fort Frances, Ont.	11	—	5	-1	—	7	6	—	—	—
Frédéricton, N.B.	219	57	269	2	—	5	7	—	—	—

TABLEAU No 12—APPROPRIATIONS, DÉPENSES ET PROGRÈS DE LA CONSTRUCTION, ACTIVITÉ DIRECTE DANS LE DOMAINE DE L'HABITATION, PAR LOCALITÉ, 1951—(suite)

Localités	Appropriations		Dépenses durant l'année				Progrès de la construction, activité directe				
	Non dé- pensées le 31 déc. 1950 (\$000)	Approu- vées au cours de 1951 (\$000)	Non dé- pensées le 31 déc. 1951 (\$000)	Habi- tations (\$000)	Autres bâti- ments (\$000)	Dévelop- pement de terrains et autres dépenses (\$000)	Total (\$000)	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1950	Nombre d'unités com- mençées	Nombre d'unités para- chevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1951
<i>Autres localités</i>											
Galt, Ont.	18		10	2		6	8				
Guelph, Ont.	21		10	3		8	11				
Kamsack, Sask.	18		8	6		4	10				
Leduc, Alta.	6		-1	2		5	7				
Lethbridge, Alta.	45		37	8			8				
Lloydminster, Sask.	6		3	3			3				
Meaford, Ont.	8		8								
Medicine Hat, Alta.	117	15	124	8			8				
Moose Jaw, Sask.	43		35	6		2	8				
New Glasgow, N.-E.	-1	8	7								
Newmarket, Ont.	3		2			1	1				
Niagara Falls et Stamford, Ont.	9		4	4		1	5				
Niagara-on-the-Lake, Ont.											
North Battleford, Sask.	2		1	1			1				
Orillia, Ont.	75		74	1			1				
Pembroke, Ont.			-1	1			1				
Penticton, C.-B.	-1		-1								
Port Alberni, C.-B.	1		-11			12	12				
Ponoka, Alta.	23		19			4	4				
Port Hope, Ont.	11		10			1	1				
Prince Albert, Sask.	2		1	1			1				
Prince George, C.-B.	9		2	7			7				
	11					11	11				

TABLEAU No 12—APPROPRIATIONS, DÉPENSES ET PROGRÈS DE LA CONSTRUCTION, ACTIVITÉ DIRECTE DANS LE DOMAINE DE L'HABITATION, PAR LOCALITÉ, 1951—(fin)

Localités	Appropriations			Dépenses durant l'année				Progrès de la construction, activité directe			
	Non dépenses le 31 déc. 1950 (\$000)	Approuvées au cours de 1951 (\$000)	Non dépenses le 31 déc. 1951 (\$000)	Habitations (\$000)	Autres bâtiments (\$000)	Développement de terrains et autres dépenses (\$000)	Total (\$000)	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1950	Nombre d'unités commencées	Nombre d'unités para-chevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1951
<i>Autres localités</i>											
Red Deer, Alta.	59	—	55	-1	—	5	4	—	—	—	—
Rouyn, P.Q.	7	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—
St. Thomas, Ont.	11	-3	7	—	—	1	1	—	—	—	—
Saanich, C.-B.	1,037	—	1,037	—	—	—	—	—	—	—	—
Stellarton, N.-E.	-14	39	-20	45	—	—	45	—	—	—	—
Stirling, Ont.	23	—	22	—	—	1	1	—	—	—	—
Stratford, Ont.	63	—	54	1	—	8	9	—	—	—	—
Swift Current, Sask.	15	—	8	1	—	6	7	—	—	—	—
Thorold, Ont.	11	—	10	—	—	1	1	—	—	—	—
Trail, C.-B.	3	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Trenton, N.-E.	10	60	-44	111	—	3	114	—	—	—	—
Trenton, Ont.	283	—	280	—	—	3	3	—	—	—	—
Val d'Or, P.Q.	11	—	8	—	—	3	3	—	—	—	—
Vernon, C.-B.	142	-32	110	—	—	—	—	—	—	—	—
Waterloo, Ont.	3	—	2	1	—	—	1	—	—	—	—
Weyburn, Sask.	13	21	20	11	—	3	14	—	—	—	—
Wingham, Ont.	-40	—	-42	2	—	—	—	—	—	—	—
Woodstock, Ont.	8	—	—	7	—	1	8	—	—	—	—
Yorkton, Sask.	20	—	12	6	—	2	8	—	—	—	—
Total	3,907	2,132	4,642	825	1,310	572	1,397	75	—	65	10
CANADA	13,656	3,933	11,554	2,395	1,310	2,330	6,035	913	8	707	214

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

**TABLEAU No 13**  
**LOGEMENTS À LOYER EN VENTE ET VENDUS, PAR PROVINCE, 1951**

Province	Nombre d'unités en vente 1946-1951	Nombre d'unités vendues 1946-1950	Unités vendues en 1951	
			Nombre	Prix d'achat (\$000)
Terre-Neuve.....	—	—	—	—
Ile du Prince-Edouard.....	2	2	—	—
Nouvelle-Ecosse.....	2,304	1,943	352	614
Nouveau-Brunswick.....	1,343	440	584	2,951
Québec.....	5,307	2,503	2,054	8,735
Ontario.....	16,584	5,973	7,762	33,641
Manitoba.....	1,175	94	281	1,109
Saskatchewan.....	2,405	758	836	3,553
Alberta.....	2,230	769	1,056	4,817
Colombie-Britannique.....	4,335	2,960	1,016	4,270
<b>CANADA.....</b>	<b>35,685</b>	<b>15,458</b>	<b>13,941</b>	<b>59,690</b>

**TABLEAU No 14**  
**LOGEMENTS À LOYER EN VENTE ET VENDUS, PAR LOCALITÉ, 1951**

Région	Nombre d'unités en vente 1946-1951	Nombre d'unités vendues 1946-1950	Unités vendues en 1951	
			Nombre	Prix d'achat (\$000)
<i>Régions métropolitaines</i>				
Calgary.....	854	215	498	2,341
Edmonton.....	936	467	353	1,598
Halifax.....	1,642	1,398	239	320
Hamilton.....	1,301	537	734	2,504
London.....	417	51	196	1,254
Montréal.....	2,633	791	1,324	5,540
Ottawa.....	865	176	326	1,709
Québec.....	487	205	241	1,035
Saint John.....	568	189	244	1,523
St. John's.....	—	—	—	—
Toronto.....	875	265	536	3,555
Vancouver.....	1,882	1,360	453	1,648
Victoria.....	778	532	232	1,191
Windsor.....	2,220	685	1,101	4,136
Winnipeg.....	900	69	212	812
<b>Total.....</b>	<b>16,358</b>	<b>6,940</b>	<b>6,689</b>	<b>29,166</b>
<i>Autres grandes villes</i>				
Brantford.....	698	233	295	1,338
Fort William.....	452	348	59	227
Kingston.....	413	320	79	467
Kitchener.....	214	54	145	896
Oshawa.....	122	46	51	195
Peterborough.....	659	571	88	560
Port Arthur.....	200	129	31	119
Regina.....	700	203	264	1,136
St-Catharines.....	624	129	431	1,909
Sarnia.....	510	253	180	850
Saskatoon.....	850	295	286	1,235
Sault Ste-Marie.....	400	154	202	766
Sherbrooke.....	135	69	50	195
Sudbury.....	—	—	—	—
Sydney.....	—	—	—	—
Trois-Rivières.....	57	16	39	304
<b>Total.....</b>	<b>6,034</b>	<b>2,820</b>	<b>2,200</b>	<b>10,197</b>

**TABLEAU No 14**  
**LOGEMENTS À LOYER EN VENTE ET VENDUS, PAR LOCALITÉ, 1951.—(suite)**

Localité	Nombre d'unités en vente 1946-1951	Nombre d'unités vendues 1946-1950	Unités vendues en 1951	
			Nombre	Prix d'achat (\$000)
<i>Autres localités:</i>				
Acton.....	50	10	38	152
Ajax.....	600	—	456	1,576
Almaville.....	10	10	—	—
Amherst.....	152	120	24	53
Amqui.....	1	1	—	—
Arnprior.....	25	4	19	95
Arvida.....	378	378	—	—
Beauharnois.....	100	74	26	88
Bow Island.....	15	15	—	—
Brampton.....	75	27	37	154
Brandon.....	150	25	33	141
Bridgewater.....	3	3	—	—
Brockville.....	52	29	23	152
Brownsburg.....	56	54	2	6
Campbellford.....	30	2	6	30
Cap-de-la-Madeleine.....	100	81	9	32
Carleton Place.....	25	—	15	64
Carleton-Sur-Mer.....	1	—	1	5
Charlottetown.....	2	2	—	—
Chatham, Ont.....	145	41	73	465
Chicoutimi.....	100	68	23	75
Clinton.....	50	12	38	152
Cobourg.....	20	6	12	51
Cochrane.....	50	6	20	81
Collingwood.....	220	62	86	285
Cornwall.....	127	84	28	106
Cowansville.....	30	7	19	107
Dieppe.....	200	200	—	—
Elmira.....	50	3	42	175
Englehart.....	25	6	12	49
Exeter.....	50	17	29	117
Farnham.....	1	1	—	—
Fort Erie.....	242	170	58	166
Fort Frances.....	25	—	11	46
Frankford.....	100	100	—	—
Fredericton.....	215	35	154	585
Galt.....	150	61	68	299
Georgetown.....	70	—	70	277
Goderich.....	75	—	61	241
Gravenhurst.....	50	6	42	179
Guelph.....	186	25	131	671
Hespeler.....	20	1	17	70
Ingersoll.....	35	8	5	20
Jonquière.....	124	49	63	238
Kamloops.....	165	119	16	70
Kelowna.....	150	98	15	60
Kenora.....	44	—	11	46
Kimberley.....	172	87	60	267
Kirkland Lake.....	100	20	50	199
Lake Cowichan.....	100	45	42	164
Lakeview.....	75	—	75	246
La Tuque.....	75	53	11	35
Leamington.....	100	13	56	251

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

**TABLEAU No 14**  
**LOGEMENTS À LOYER EN VENTE ET VENDUS, PAR LOCALITÉ, 1951.—(suite)**

Localité	Nombre d'unités en vente 1946-1951	Nombre d'unités vendues 1946-1950	Unités vendues en 1951	
			Nombre	Prix d'achat (\$000)
<i>Autres localités:</i>				
Lethbridge.....	200	35	102	446
Lindsay.....	125	27	78	311
Listowel.....	65	—	42	167
Liverpool.....	50	44	6	14
Lucan.....	25	—	5	21
Malton.....	200	—	—	—
Medicine Hat.....	150	29	89	375
Melville.....	75	13	31	121
Merritton.....	92	34	54	159
Midland.....	100	31	55	200
Moncton.....	300	—	163	742
Moose Jaw.....	350	155	66	265
Nelson.....	50	17	24	105
New Glasgow.....	138	68	69	183
New Liskeard.....	31	8	18	73
Niagara Falls.....	397	164	151	553
Nobel.....	240	240	—	—
North Battleford.....	100	15	33	136
North Bay.....	75	43	32	129
Oakville.....	50	12	19	83
Orillia.....	96	82	9	26
Owen Sound.....	163	34	110	544
Palmerston.....	30	1	10	41
Paris.....	50	3	30	130
Parry Sound.....	75	52	14	40
Penetanguishene.....	30	—	20	78
Penticton.....	100	93	4	17
Perth.....	50	5	30	125
Pictou.....	299	299	—	—
Portage la Prairie.....	125	—	36	156
Port Alberni.....	150	—	62	261
Port Elgin.....	3	—	1	5
Port Hope.....	122	25	92	388
Preston.....	100	20	61	248
Prince Albert.....	150	31	87	367
Prince George.....	100	33	34	156
Prince Rupert.....	523	523	—	—
Redcliff.....	25	—	4	17
Renfrew.....	125	68	37	132
Revelstoke.....	40	6	9	41
Rock Island.....	50	50	—	—
Rossland.....	125	47	65	290
St-Georges-de-Beauce.....	21	—	14	78
St-Joseph-de-Sorel.....	150	137	12	36
St-Mary's.....	35	1	16	66
St-Paul-l'Ermite.....	37	37	—	—
Ste-Thérèse.....	100	57	35	115
St-Thomas.....	65	12	52	350
Salisbury.....	3	3	—	—
Shediac.....	4	—	4	24
Sioux Lookout.....	35	—	17	71
Smith's Falls.....	150	22	112	463
Sorel.....	200	198	2	6

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

TABLEAU No 14  
LOGEMENTS À LOYER EN VENTE ET VENDUS, PAR LOCALITÉ, 1951.—(fin)

Localité	Nombre d'unités en vente 1946-1951	Nombre d'unités vendues 1946-1950	Unités vendues en 1951	
			Nombre	Prix d'achat (\$000)
<i>Autres localités</i>				
Stellarton.....	5	5	—	—
Stirling.....	25	—	18	73
Stratford.....	208	28	135	764
Sutherland.....	30	12	4	17
Tilbury.....	98	12	74	319
Timmins.....	200	94	38	162
Trenton.....	196	7	135	604
Uxbridge.....	17	—	6	25
Val d'Or.....	1	—	1	5
Valleyfield.....	10	10	—	—
Walkerton.....	25	2	14	57
Wallaceburg.....	50	31	18	54
Waterloo, P.Q.....	25	22	3	9
Welland.....	783	373	377	1,049
Wetaskiwin.....	50	8	10	40
Weyburn.....	25	8	12	49
Wheatley.....	10	—	4	15
Woodstock, N.-B.....	50	13	18	72
Woodstock, Ont.....	35	14	15	47
Yarmouth.....	15	6	14	44
Yorkton.....	125	41	53	227
Total.....	13,293	5,698	5,052	20,327
CANADA.....	35,685	15,458	13,941	59,690



TABLEAU No 15  
LOGEMENTS À LOYER ADMINISTRÉS PAR LA SOCIÉTÉ (1), LE 31 DÉCEMBRE 1951

Provinces	Unités unifamiliales		Unités collectives		Unités transformées		Toutes les entreprises	
	Total	Occupées par les ex-militaires	Vacantes	Occupées par les ex-militaires	Vacantes	Total	Occupées par les ex-militaires	Vacantes
Terre-Neuve.....	51	51	—	—	—	51	51	—
Ile du Prince-Edouard.....	29	29	—	—	—	29	29	—
Nouvelle-Ecosse.....	444	427	1	5	2	454	432	3
Nouveau-Brunswick.....	797	785	—	190	2	1,002	975	2
Québec.....	2,289	2,081	6	536	—	2,906	2,646	6
Ontario.....	9,519	7,685	55	488	2	10,078	8,227	57
Manitoba.....	3,462	3,462	—	5	—	3,467	3,467	—
Saskatchewan.....	1,882	1,880	—	106	—	1,882	1,880	—
Alberta.....	1,616	1,596	3	371	—	1,722	1,702	3
Colombie-Britannique.....	2,746	2,572	60	—	—	3,185	2,992	60
CANADA.....	22,835	20,568	125	1,721	6	24,776	22,401	131

(1)—Y compris les logements acquis en vertu de contrats avec les constructeurs et détenus pour la vente.

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

TABLEAU 16—REVENUS ET DÉPENSES D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES DE LOGEMENTS À LOYER, PAR PROVINCE, 1951

Province	Terre-Neuve	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	CANADA
<i>Revenus bruts (\$000)</i>											
Loyer.....	25.2	13.4	210.8	568.7	1,610.4	5,187.1	1,300.7	802.3	876.7	1,539.3	12,134.6
"Staff Houses" et Cafétérias.....	3.4	—	—	—	—	583.0	—	—	—	—	586.4
Revenus de Ajax.....	—	—	—	—	—	316.2	—	—	—	—	316.2
Revenus de Deep River.....	—	—	—	—	—	135.3	—	—	—	—	135.3
Total.....	28.6	13.4	210.8	568.7	1,610.4	6,221.6	1,300.7	802.3	876.7	1,539.3	13,172.5
Moins redressements des revenus rapportés en 1950 (non alloués).....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8.5
Grand Total.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13,164.0
<i>Dépenses (\$000)</i>											
Entretien des propriétés:											
(a) Salaires et matériaux.....	3.7	3.0	33.2	112.8	289.1	917.7	92.4	66.6	82.1	221.4	1,822.0
(b) Éclairage, chauffage, électricité et eau.....	—	—	.1	29.6	58.1	77.4	1.5	.2	11.1	63.7	241.7
(c) Dépenses extraordinaires.....	—	—	.1	11.9	39.7	196.2	10.4	.6	.4	14.6	273.9
(d) Divers.....	—	—	1.1	2.7	24.4	31.5	2.5	2.2	1.8	12.1	78.3
Coût d'exploitation des "Staff Houses" et cafétérias.....	2.9	—	—	—	—	566.1	—	—	—	—	569.0
Coût d'exploitation de Ajax.....	—	—	—	—	—	426.4	—	—	—	—	426.4
Coût d'exploitation de Deep River.....	—	—	—	—	—	185.0	—	—	—	—	185.0
Services municipaux.....	2.2	2.2	26.2	75.8	336.8	731.9	166.7	82.5	121.3	161.0	1,706.6
Provision pour pertes par l'incendie.....	.1	.1	1.1	2.6	7.7	27.8	7.3	4.4	4.3	7.5	62.9
Provision pour les loyers non-recouvrables.....	.1	—	.5	.9	6.4	7.7	1.2	.6	.2	3.8	21.4
Total.....	9.0	5.3	62.3	236.3	762.2	3,167.7	282.0	157.1	221.2	484.1	5,387.2
Plus: Dépenses non allouées de 1951.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18.1
Plus: Redressements des revenus rapportés en 1950 (non alloués).....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8.3
Grand Total.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5,413.6
Revenu net avant redressement (\$000).....	19.6	8.1	148.5	332.4	848.2	3,053.9	1,018.7	645.2	655.5	1,055.2	7,785.3
Moins: Redressements nets.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34.9
Revenu net (\$000).....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7,750.4
Nombre d'unités d'habitation.....	51	29	454	1,002	2,906	10,078	3,467	1,882	1,722	3,185	24,776

TABLEAU No 17  
REVENUS ET DÉPENSES D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES DE LOGEMENTS À LOYER, PAR LOCALITÉ, 1951

Régions métropolitaines	Cal-gary (1)	Ed-monton (1)	Hali-fax (2)	Ham-ilton (3)	Lon-don (4)	Mont-réal (5)	Ot-tawa (6)	Qué-bec (7)	Saint John (8)	St. John's (9)	To-ronto (10)	Van-couver (11)	Vic-toria (12)	Win-sor (13)	Win-nipeg (14)	Total	
<b>Revenus bruts (\$000)</b>																	
Loyer.....	236.6	420.3	114.4	294.1	229.7	1,133.4	582.3	101.6	318.5	25.2	338.1	1,017.4	188.0	1,006.1	1,192.5	7,198.2	
"Staff Houses" et Cafétérias.	—	—	—	360.3	—	—	172.4	—	—	3.4	25.1	—	—	—	—	561.2	
Revenus de Ajax.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Revenus de Deep River.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
<b>Total.....</b>	236.6	420.3	114.4	654.4	229.7	1,133.4	754.7	101.6	318.5	28.6	363.2	1,017.4	188.0	1,006.1	1,192.5	7,759.4	
<b>Dépenses (\$000)</b>																	
Entretien des propriétés:																	
(a) Salaires et matériaux.....	30.0	38.0	17.2	168.4	37.0	208.7	116.5	41.9	81.8	3.7	28.8	149.8	23.2	126.8	74.8	1,146.6	
(b) Eclairage, chauffage, électricité et eau.....	—	11.1	—	7	7.7	47.3	47.2	10.6	29.6	—	12.9	55.0	4.3	—	—	228.5	
(c) Dépenses extraordinaires.....	—	—	—	19.0	4.6	9.8	16.9	16.3	10.7	—	1.4	13.6	—	—	—	128.6	
(d) Divers.....	—	—	—	2.5	1.7	7.5	7.7	16.5	1.6	—	4.1	8.5	2.6	—	—	59.2	
Coût d'exploitation des "Staff Houses" et Cafétérias.....	—	—	—	364.6	—	—	177.9	—	—	2.9	18.7	—	—	—	—	564.1	
Coût d'exploitation de Ajax.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Coût d'exploitation de Deep River.....	33.9	59.4	10.7	13.6	35.8	266.5	72.1	12.3	40.3	2.2	72.8	114.5	20.9	174.6	156.2	1,085.8	
Services municipaux.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Provision pour pertes par l'incendie.....	1.3	1.9	—	2.1	1.0	5.4	2.3	—	1.3	—	1.7	4.6	—	—	—	35.7	
Provision pour les loyers non-recouvrables.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
<b>Total.....</b>	66.2	111.6	29.6	571.0	88.1	549.7	440.9	98.5	165.9	9.0	140.7	348.2	52.8	343.2	245.8	3,261.2	
Revenu net (\$000).....	170.4	308.7	84.8	83.4	141.6	583.7	313.8	3.1	152.6	19.6	222.5	669.2	135.2	662.9	946.7	4,498.2	
Nombre d'unités d'habitation.....	439	793	237	764	408	1,981	943	125	538	51	529	2,129	309	2,140	3,189	14,575	

(1) — Y compris Leduc et Wetaskiwin.  
 (2) — Y compris Dartmouth, Liverpool et Yarmouth.  
 (3) — Y compris Dundas et Oakville.  
 (4) — Y compris Ingersoll, Lucan, St-Thomas et Woodstock, Ont.  
 (5) — Y compris Brownsburg, Ste-Thérèse et Pointe-aux-Trembles.  
 (6) — Y compris Hull et Aylmer, P.Q.  
 (7) — Y compris Lauzon, St-Georges-de-Beauce, St-Louis-de-Courville.  
 (8) — Y compris Woodstock, N.-B.  
 (9) — Y compris Brampton, Long Branch, Malton et Newmarket.  
 (10) — Y compris New Westminster et Sea Island.  
 (11) — Y compris Courtenay, Cumberland, Esquimalt et Lake Cowichan.  
 (12) — Y compris Chatham, Essex, Learnington, Tilbury et Wheatley.  
 (13) — Y compris Selkirk.

TABLEAU No 17  
REVENUS ET DÉPENSES D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES DE LOGEMENTS À LOYER, PAR LOCALITÉ, 1951—(suite)

	Fort William (2)	King- ston (3)	Kitch- ener (4)	Osh- awa (5)	Peter- bor- ough (6)	Port Arthur	Re- gina (6)	St. Cath- arines (6)	Sar- nia (7)	Sas- ka- toon (8)	Sault Marie	Sher- brooke (9)	Sud- bury	Trois- Rivi- ères (10)	Total	
<b>Autres grandes villes</b>																
<i>Revenus bruts (\$000)</i>																
Loyer.....	174.1	181.8	92.7	200.7	292.7	—	283.1	227.9	137.8	162.8	95.6	62.5	—	—	21.6	1,933.3
"Staff Houses" et Cafétérias	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Revenus de Ajax.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Revenus de Deep River.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total.....	174.1	181.8	92.7	200.7	292.7	—	283.1	227.9	137.8	162.8	95.6	62.5	—	—	21.6	1,933.3
<i>Dépenses (\$000)</i>																
Entretien des propriétés:																
(a) Salaires et matériaux.....	35.0	15.2	7.0	40.5	36.7	—	27.3	59.0	16.3	13.0	23.1	5.9	—	—	10.5	289.5
(b) Éclairage, chauffage, électricité et eau.....	4.9	—	3.3	—	.1	—	—	—	—	.2	—	—	—	—	—	8.5
(c) Dépenses extraordinaires	4.7	7.2	—	5.0	5.3	—	.2	6.6	—	—	—	.2	—	—	—	30.5
(d) Divers.....	4.1	.5	4.6	.3	.3	—	.9	.6	.3	.7	.3	—	—	—	—	12.6
Coût d'exploitation des "Staff Houses" et Cafétérias	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coût d'exploitation de Ajax.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coût d'exploitation de Deep River.....	15.5	27.5	11.5	25.1	40.3	—	32.0	14.3	19.6	9.1	9.0	13.0	—	—	4.5	221.4
Services municipaux.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Provision pour pertes par l'incendie.....	1.0	.9	.4	1.0	1.5	—	1.5	1.5	.7	1.0	.6	.3	—	—	.1	10.5
Provision pour les loyers non- recouvrables.....	.3	.8	.2	.4	.7	—	—	.2	.2	.1	—	.3	—	—	—	3.2
Total.....	65.5	52.1	27.0	72.3	84.9	—	61.9	82.2	37.1	24.1	33.0	19.7	—	—	16.4	576.2
Revenu net (\$000).....	108.6	129.7	65.7	128.4	207.8	—	221.2	145.7	100.7	138.7	62.6	42.8	—	—	5.2	1,357.1
Nombre d'unités d'habitation.....	354	418	149	341	606	—	680	519	265	383	165	120	—	—	25	4,025

(1)—Y compris Paris.  
 (2)—Y compris Port Arthur.  
 (3)—Y compris Brockville, Cornwall et Napanee.  
 (4)—Y compris Elmira, Galt, Preston et Waterloo, Ont.  
 (5)—Y compris Cobourg, Lindsay et Port Hope.  
 (6)—Y compris Merriton, Niagara-on-the-Lake et Thorold.  
 (7)—Y compris Wallaceburg.  
 (8)—Y compris Sutherland.  
 (9)—Y compris Cowansville, Farnham, Rock Island et Waterloo, P.Q.  
 (10)—Y compris Cap-de-la-Madeleine, La Tuque et St-Joseph-de-Sorel.

TABLEAU 17—REVENUS ET DÉPENSES D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES DE LOGEMENTS À LOYER, PAR LOCALITÉ, 1951

Autres localités	Ajax (1)	Am- herst	Cam- bell- ton	Char- lotte- town	Chi- cou- timi (2)	Coll- ing- wood (3)	Deep River (4)	De- Sala- berry (4)	Dry- den	Fer- rie	Fort Fran- ces	Fré- déric- ton	Ger- ald- ton	Guelph (5)	Kel- owna (6)
<b>Revenus bruts (\$000)</b>															
Loyer.....	325.1	19.5	42.8	13.4	44.1	102.9	—	72.0	29.2	18.0	16.6	120.9	34.6	136.5	92.8
"Staff Houses" et Cafétérias.....	25.2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Revenus de Ajax.....	316.2	—	—	—	—	—	135.3	—	—	—	—	—	—	—	—
Revenus de Deep River.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>Total.....</b>	<b>666.5</b>	<b>19.5</b>	<b>42.8</b>	<b>13.4</b>	<b>44.1</b>	<b>102.9</b>	<b>135.3</b>	<b>72.0</b>	<b>29.2</b>	<b>18.0</b>	<b>16.6</b>	<b>120.9</b>	<b>34.6</b>	<b>136.5</b>	<b>92.8</b>
<b>Dépenses (\$000)</b>															
Entretien des propriétés:															
(a) Salaires et matériaux.....	43.3	3.2	13.1	3.0	3.0	11.4	—	10.7	1.8	3.6	.9	10.6	7.7	26.6	16.3
(b) Eclairage, chauffage, électricité et eau.....	.1	—	—	—	—	—	—	—	—	2.2	—	—	—	—	—
(c) Dépenses extraordinaires.....	7.6	—	7.4	—	11.9	.4	—	—	.3	—	—	—	—	.6	—
(d) Divers.....	.3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	.5	.1	.3	.1
Coût d'exploitation des "Staff Houses" et Cafétérias.....	4.9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coût d'exploitation de Ajax.....	426.4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coût d'exploitation de Deep River.....	94.1	2.6	10.5	2.2	7.1	9.8	185.0	9.0	3.7	—	—	—	—	17.5	11.1
Services municipaux.....	1.8	.1	.4	.1	.2	.6	—	.5	.1	.1	.1	.6	.2	.7	.6
Provision pour pertes par l'incendie.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Provision pour les loyers non- recouvrables.....	.3	.1	—	—	.1	.2	—	.6	—	—	—	.2	—	.2	.6
<b>Total.....</b>	<b>578.8</b>	<b>6.0</b>	<b>31.4</b>	<b>5.3</b>	<b>22.3</b>	<b>22.4</b>	<b>185.0</b>	<b>20.8</b>	<b>5.9</b>	<b>5.9</b>	<b>3.4</b>	<b>29.3</b>	<b>8.0</b>	<b>45.9</b>	<b>28.7</b>
<b>Revenu net (\$000).....</b>	<b>87.7</b>	<b>13.5</b>	<b>45.7</b>	<b>8.1</b>	<b>21.8</b>	<b>80.5</b>	<b>49.7</b>	<b>51.2</b>	<b>23.3</b>	<b>12.1</b>	<b>13.2</b>	<b>91.6</b>	<b>26.6</b>	<b>90.6</b>	<b>64.1</b>
<b>Nombre d'unités d'habitation.....</b>	<b>504</b>	<b>41</b>	<b>192</b>	<b>29</b>	<b>77</b>	<b>204</b>	<b>—</b>	<b>215</b>	<b>50</b>	<b>44</b>	<b>39</b>	<b>226</b>	<b>100</b>	<b>238</b>	<b>227</b>

(1)—Y compris Oshawa et Uxbridge.  
 (2)—Y compris Jonquière.  
 (3)—Y compris Chesley, Meaford et Owen Sound.  
 (4)—Y compris Beauharnois  
 (5)—Y compris Acton, Fergus, Georgetown et Hespeler.  
 (6)—Y compris Kamloops, Penticton, Revelstoke et Vernon.  
 (7)—Pertes d'exploitation jusqu'au 31 mars 1951—Date du  
 transfert à la Commission d'Énergie Atomique.

TABLEAU No 17  
REVENUS ET DÉPENSES D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES DE LOGEMENTS À LOYER, PAR LOCALITÉ, 1951.—(suite)

Autres localités	Kenora	Kimberley (1)	Kirkland Lake (2)	Lethbridge	Lloydminster (3)	Medicine Hat (3)	Moncton	Moose Jaw	Nanaimo	New Glasgow (4)	Niagara Falls (5)	North Battleford	North Bay (6)	Orillia (7)	Penticton	
<b>Revenus bruts (\$000)</b>																
Loyer.....	10.9	27.3	98.0	94.2	22.6	70.8	86.5	89.1	6.5	76.9	117.2	40.6	8.9	103.8	44.5	
"Staff Houses" et Cafétérias.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Revenus de Ajax.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Revenus de Deep River.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total.....	10.9	27.3	98.0	94.2	22.6	70.8	86.5	89.1	6.5	76.9	117.2	40.6	8.9	103.8	44.5	
<b>Dépenses (\$000)</b>																
Entretien des propriétés:																
(a) Salaires et matériaux.....	4.4	10.8	10.7	9.3	1.3	3.7	10.2	11.1	1.6	12.8	24.3	.7	1.1	11.1	1.5	
(b) Eclairage, chauffage, électricité et eau.....	—	—	—	—	—	—	—	—	2.2	—	—	—	—	.2	—	
(c) Dépenses extraordinaires.....	.5	—	.4	—	—	—	.5	—	.9	.1	—	—	—	80.4	.1	
(d) Divers.....	.1	—	1.3	—	—	.1	.6	.4	.4	.1	—	—	—	.2	—	
Coût d'exploitation des "Staff Houses" et Cafétérias.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coût d'exploitation de Ajax.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coût d'exploitation de Deep River.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Services municipaux.....	—	1.8	5.5	11.1	3.4	7.7	10.9	7.4	.3	12.9	12.8	3.7	.3	13.4	1.8	
Provision pour pertes par l'incendie.....	.1	.2	.6	.5	.1	.4	.5	.5	.1	.4	.7	.2	.1	.6	.2	
Provision pour les loyers non recouvrables.....	—	—	.4	—	—	—	.1	.1	—	—	—	—	—	.2	.1	
Total.....	5.1	12.9	18.9	20.9	4.8	11.9	22.8	19.5	5.1	26.7	37.9	4.6	1.5	106.1	3.7	
Revenu net (\$000).....	5.8	14.4	79.1	73.3	17.8	58.9	63.7	69.6	1.4	50.2	79.3	36.0	7.4	-2.3 (8)	40.8	
Nombre d'unités d'habitation.....	33	55	240	212	50	153	141	229	—	176	224	102	5	231	103	

(1) Y compris Cranbrook.  
 (2) Y compris Cochrane, Englehart, Kearns, Larder Lake et Timmins. (7) Y compris Barrie, Bracebridge, Gravenhurst, Midland, Nobel, Parry Sound et Penetanguishene.  
 (3) Y compris Redcliff.  
 (4) Y compris Stellarton et Trenton.  
 (5) Y compris Fort Erie.  
 (6) Y compris New Liskeard.  
 (8) Perte d'exploitation par suite du rétablissement et des réparations majeures à Nobel.

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

TABEAU No 17  
REVENUS ET DÉPENSES D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES DE LOGEMENTS À LOYER, PAR LOCALITÉ, 1951.—(fin)

Autres localités	Portage	La Prairie	Port Albert	Prince Albert	Prince George	Red Deer (1)	Renfrew (2)	Sioux Lookout	Smith's Falls (3)	Stratford (4)	Swift Current (5)	Trenton (6)	Val d'Or (7)	Welland	Weyburn	Yorkton	Total	CANADA	
<b>Revenus bruts (\$000)</b>																			
Loyer.....	31.1	42.1	65.5	14.4	54.8	65.7	7.0	28.4	175.6	32.9	88.3	142.9	56.9	48.5	26.0	79.7	3,003.1	12,134.6	
"Staff Houses" et Cafétérias.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	25.2	586.4	
Revenus de Ajax.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	316.2	316.2	
Revenus de Deep River.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	135.3	135.3	
<b>Total.....</b>	31.1	42.1	65.5	14.4	54.8	65.7	7.0	28.4	175.6	32.9	88.3	142.9	56.9	48.5	26.0	79.7	3,479.8	13,172.5	
<b>Moins: Redressements des revenus rapportés en 1950 (non alloués).....</b>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8.5	—
<b>Total.....</b>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13,164.0	—
<b>Dépenses (\$000)</b>																			
<b>Entretien des propriétés:</b>																			
(a) Salaires et matériaux.....	4.5	4.0	5.1	.2	1.1	6.5	.6	14.3	25.0	.7	10.4	20.0	.9	5.2	1.1	6.3	385.9	1,822.0	
(b) Eclairage, chauffage, électricité et eau.....	—	—	—	—	—	.6	—	.1	1.2	—	.4	1.0	—	.2	—	.4	4.7	241.7	
(c) Dépenses extraordinaires.....	—	—	—	—	—	.1	—	—	.2	—	—	.4	—	.2	—	.1	114.8	273.9	
(d) Divers.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6.5	78.3	
Coût d'exploitation des "Staff Houses" et Cafétérias.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4.9	569.0	
Coût d'exploitation de Ajax.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	426.4	426.4	
Coût d'exploitation de Deep River.....	—	—	—	—	—	9.2	7.8	.8	20.5	5.5	10.5	15.1	9.6	11.3	4.0	10.1	185.0	185.0	
Services municipaux.....	—	.1	7.3	—	—	.2	.3	.1	.2	1.0	.2	.5	.7	.2	.3	.1	399.4	1,706.6	
Provision pour pertes par l'incendie recouvrables.....	.3	.2	.4	.1	.2	.3	.1	.2	.3	.3	.2	.5	.2	.2	.2	.3	16.7	62.9	
<b>Total.....</b>	—	.1	.1	.1	.1	.1	.1	.1	.3	.3	.2	.5	.2	.2	.2	.3	5.5	21.4	
<b>Plus: Dépenses non allouées de 1951.....</b>	4.8	4.4	13.0	.4	10.6	15.3	.7	15.4	48.2	6.4	22.0	37.7	10.9	17.4	5.2	17.6	1,549.8	5,387.2	
<b>Plus: Redressements des revenus rapportés en 1950 (non alloués).....</b>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18.1	
<b>Total.....</b>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8.3	
<b>Revenu net avant redressement (\$000).....</b>	26.3	37.7	52.5	14.0	44.2	50.4	6.3	13.0	127.4	26.5	66.3	105.2	46.0	31.1	20.8	62.1	1,930.0	7,785.3	
<b>Moins: Redressements nets.....</b>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34.9	
<b>Revenu net (\$000).....</b>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7,750.4	
<b>Nombre d'unités d'habitation.....</b>	86	88	132	33	125	136	18	41	330	75	197	286	128	33	55	176	6,176	24,776	

(1) Y compris Ponoka. (2) Y compris Arrprior et Pembroke. (3) Y compris Clinton, Exeter, Goderich, Listowel, (4) Y compris Belleville, Campbellford et Stirling. Palmerston, St-Mary's, Walkerton et Wingham. (5) Y compris Rouyn. (6) Y compris Trenton. (7) Y compris Val d'Or. (8) Y compris Weyburn. (9) Y compris Yorkton.

TABLEAU No 18  
 APPROPRIATIONS, DÉPENSES ET PROGRÈS DE LA CONSTRUCTION DES LOGEMENTS CONSTRUITS EN VERTU D'ENTENTES  
 FÉDÉRALES-PROVINCIALES, PAR LOCALITÉ, 1951

Localité	Appropriations		Dépenses durant l'année (1)				Progrès de la construction des logements— Ententes fédérales-provinciales				
	Non dé- pensées le 31 1950 (\$000)	Approu- vées en 1951 (\$000)	Non dé- pensées le 31 déc. 1951 (\$000)	Loge- ments (\$000)	Autres bâti- ments (\$000)	Amélio- ration de terrains et autres dépenses (\$000)	Total (\$000)	Nombre d'unités en construction le 31 déc. 1950	Nombre d'unités com- men- cées	Nombre d'unités para- chevées	Nombre d'unités en construction le 31 déc. 1951
Brockville, Ont. (2)	—	35	32	—	—	3	3	—	—	—	—
Guelph, Ont. (2)	—	160	156	—	—	4	4	—	—	—	—
Kitchener, Ont. (2)	—	165	158	—	—	7	7	—	—	—	—
Saint John, N.-B.	—	751	292	448	—	11	459	—	88	—	88
St. John's, I.-N.	514	—	62	405	—	47	452	140	—	—	—
St-Thomas, Ont.	—	309	309	—	—	—	—	—	37	—	37
Vancouver, C.-B.	-22	1,407	1,307	37	—	41	78	—	—	—	—
Windsor, Ont.	—	2,400	2,345	55	—	—	55	—	66	—	66
CANADA	492	5,227	4,661	945	—	113	1,058	140	191	140	191

(1)—Comprend les parts fédérales et provinciales.

(2)—Projet combiné d'aménagement de terrain et de logements à loyer.



TABLEAU No 19  
PROJETS D'AMÉNAGEMENT DE TERRAINS EN VERTU D'ENTENTES FÉDÉRALES-PROVINCIALES, PAR LOCALITÉ, 1951

Localité	Appropriations et dépenses				Superficie (acre)	Nombre de terrains
	Non dépensé le 31 déc. 1950 (\$000)	Approuvé en 1951 (\$000)	Dépenses, Terrain et améliorations 1951 (1) (\$000)	Non dépensé le 31 déc. 1951 (\$000)		
Atikokan, Ont.	—	—	14	-14	54.7	200
Brockville, Ont. (2)	—	336	28	308	179.0	385
Corner Brook, T.-N.	—	267	3	264	40.0	202
Guelph, Ont. (2)	—	835	23	812	77.2	365
Kingston, Ont.	-75	—	4	-79	123.0	615
Kitchener, Ont. (2)	—	1,672	72	1,600	218.4	910
London, Ont.	-58	516	192	266	224.0	819
Long Branch, Ont.	—	—	1	-1	299.1	(3)
Ottawa, Ont.	-127	—	127	-254	230.0	683
Saint John, N.-B.	—	—	2	-2	—	—
St. John's, T.-N.	—	1,061	627	434	152.0	576
St. Thomas, Ont.	-17	531	177	337	61.0	255
Trail, C.-B.	—	274	91	183	55.0	277
Windsor, Ont.	-2	704	240	462	76.8	325
CANADA	-279	6,196	1,601	4,316	1,790.2	5,612

(1) Comprend les parts fédérales et provinciales.

(2) Projet combiné d'aménagement de terrain et de logements à loyer.

(3) Aucune données.

*SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT*

**TABLEAU No 20**  
**DÉPENSES POUR LES RECHERCHES SUR LE LOGEMENT**  
**ET L'AMÉNAGEMENT DES COLLECTIVITÉS, 1946-1951**

Genre de dépenses	1946 \$	1947 \$	1948 \$	1949 \$	1950 \$	1951 \$
<i>Société Centrale d'Hypothèques et de Logement</i>						
Recherches économiques et connexes . . . . .	45,656	92,648	99,837	99,649	72,997	86,732
Recherches architecturales . . . . .	2,996	65,417	10,877	92,966	19,202	28,193
Recherches techniques . . . . .	—	—	—	—	—	799
Aménagement des collectivités . . . . .	17,305	34,182	5,986	2,296	7,244	6,840
Autres recherches sur le logement . . . . .	—	—	—	—	23,428	24,898
Services de renseignement . . . . .	2,923	41,427	30,079	9,738	27,373	24,401
<b>Total . . . . .</b>	<b>68,880</b>	<b>233,674</b>	<b>146,779</b>	<b>204,649</b>	<b>150,244</b>	<b>171,863</b>
<i>Octrois aux autres ministères du gouvernement et aux institutions</i>						
Recherches économiques et connexes . . . . .	39,138	33,330	24,345	7,853	8,699	14,794
Recherches architecturales . . . . .	—	11,222	—	5,800	—	7,500
Recherches techniques . . . . .	—	—	—	—	—	—
Aménagement des collectivités . . . . .	52,357	88,201	78,398	50,567	57,742	96,420
Autres recherches sur le logement . . . . .	—	—	34,889	32,043	26,535	—
Services de renseignement . . . . .	—	—	—	—	—	—
<b>Total . . . . .</b>	<b>91,495</b>	<b>132,753</b>	<b>137,632</b>	<b>96,263</b>	<b>92,976</b>	<b>118,714</b>
<i>Société Centrale d'Hypothèques et de Logement et octrois aux autres ministères du gouvernement</i>						
Recherches économiques et connexes . . . . .	84,794	125,978	124,182	107,502	81,696	101,527
Recherches architecturales . . . . .	2,996	76,639	10,877	98,766	19,202	35,663
Recherches techniques . . . . .	—	—	—	—	—	799
Aménagement des collectivités . . . . .	69,662	122,383	84,384	52,863	64,986	103,259
Autres recherches sur le logement . . . . .	—	—	34,889	32,043	49,963	24,928
Services de renseignement . . . . .	2,923	41,427	30,079	9,738	27,373	24,401
<b>Grand Total . . . . .</b>	<b>160,375</b>	<b>366,427</b>	<b>284,411</b>	<b>300,912</b>	<b>243,220</b>	<b>290,577</b>

**PARTIE II**  
**AUTRE ACTIVITÉ DANS LE DOMAINE**  
**DE L'HABITATION**

TABLEAU No 21—APPROPRIATIONS, DÉPENSES ET PROGRÈS DE LA CONSTRUCTION: LOGEMENTS POUR LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE, PAR PROVINCE, 1951

Province	Appropriations		Dépenses au cours de l'année				Progrès de la construction, activité directe				
	(1) Non dé- pensées le 31 1950 (\$000)	Approu- vées en 1951 (\$000)	Non dé- pensées le 31 1951 (\$000)	Habi- tations (\$000)	Autres bâti- ments (\$000)	Dévelop- pement de terrains et autres dépenses (\$000)	Total (\$000)	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1950	Nombre d'unités com- men- cées	Nombre d'unités para- chevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1951
Terre-Neuve.....	-43	71	6	3	—	19	22	—	—	—	—
Ile du Prince-Edouard.....	635	—	258	185	—	192	377	96	96	96	—
Nouvelle-Ecosse.....	5,476	1,853	2,773	4,176	—	380	4,556	626	197	174	649
Nouveau-Brunswick.....	1,039	276	283	811	—	221	1,032	84	75	92	67
Québec.....	3,428	2,035	2,502	2,610	—	351	2,961	130	255	111	274
Ontario.....	16,356	3,675	8,088	10,148	—	1,795	11,943	1,451	512	1,177	786
Manitoba.....	2,526	1,755	2,855	1,163	—	263	1,426	296	5	234	67
Saskatchewan.....	—	2,309	2,269	38	—	2	40	—	8	—	8
Alberta.....	4,214	2,931	4,562	2,284	—	299	2,583	428	365	340	453
Colombie-Britannique.....	6,167	3,397	3,951	4,673	—	940	5,613	513	15	415	113
Yukon, Territoires du Nord- Ouest et Labrador (2).....	—	762	739	23	—	—	23	277	404	360	321
CANADA.....	39,798	19,064	28,286	26,114	—	4,462	30,576	3,901	1,836	2,999	2,738

(1)—Revisé afin d'exclure les soldes non dépensés pour la construction parachevée avant le 31 décembre 1950, et les transferts à l'activité directe de construction.

(2)—Les appropriations et les dépenses se rapportent à Whitehorse, Yukon; le progrès de la construction vise les maisons construites à Churchill, Dawson Creek, Goose Bay, Fort Nelson, et Whitehorse.

TABLEAU No 22—APPROPRIATIONS, DÉPENSES ET PROGRÈS DE LA CONSTRUCTION: LOGEMENTS POUR LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE, PAR LOCALITÉ, 1951

Localités	Appropriations		Dépenses durant l'année				Progrès de la construction,				
	Non dé- pensées le 31 1950 (\$000)	Approu- vées au cours de 1951 (\$000)	Non dé- pensées le 31 1951 (\$000)	Habi- tations (\$000)	Autres bâti- ments (\$000)	Dévelop- pement terrains et autres dépenses (\$000)	Total (\$000)	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1950	Nombre d'unités com- mencées	Nombre d'unités para- chevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1951
Albro Lake (Halifax), N.-E.	18	—	1	1	—	16	17	—	—	—	—
Angus, Ont.	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Aylmer, Ont.	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Bagotville, P.Q.	2,145	142	490	1,565	—	232	1,797	50	170	72	148
Barriefield, Ont.	3,261	—	739	2,224	—	298	5,522	414	6	339	81
Belmont Park (Esq.), C.-B.	2,706	265	541	2,163	—	267	2,430	356	15	258	113
Bouchard, P.Q.	33	—	33	—	—	—	—	—	—	—	—
Boundary Bay, C.-B.	140	395	313	148	—	74	222	35	—	35	—
Buckmaster's Field (St. John's), T.-N.	—	27	2	5	—	—	5	—	—	—	—
Calder (Edmonton), Alta.	6	5	3	7	—	1	8	—	—	—	—
Camp Borden, Ont.	2,656	172	1,028	1,527	—	273	1,800	228	—	126	102
Canadian Services College (Esquimalt), C.-B.	12	—	9	1	—	2	3	—	—	—	—
Centralia, Ont.	1,401	14	480	772	—	163	935	226	—	136	90
Chatham, N.-B.	879	185	255	641	—	168	809	52	65	60	57
Chilliwack, C.-B.	544	68	132	321	—	159	480	55	—	55	—
Claresholm, Alta.	—	3	1	2	—	—	2	—	—	—	—
Clinton, Ont.	232	11	79	94	—	70	164	—	—	—	—
Comox, C.-B.	—	1,305	1,305	—	—	—	—	—	—	—	—
Cornwallis (Annapolis), N.-E.	73	288	204	77	—	80	157	—	—	—	—
Coverdale, N.-B.	142	—	5	96	—	41	137	24	—	24	—
Currie Barracks (Calgary), Alta.	2,124	947	2,060	930	—	81	1,011	168	68	133	103
Currie Field (Calgary), Alta.	69	40	87	—6	—	28	22	35	—	35	—
Debert, N.-E.	39	50	13	58	—	18	76	15	5	15	5

TABEAU No 22—APPROPRIATIONS, DÉPENSES ET PROGRÈS DE LA CONSTRUCTION: LOGEMENTS POUR LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE, PAR LOCALITÉ, 1951—(suite)

Localités	Appropriations		Dépenses durant l'année			Progrès de la construction, activité directe					
	Non dé- pensées le 31 déc. 1950 (\$000)	Approu- vées au cours de 1951 (\$000)	Non dé- pensées le 31 déc. 1951 (\$000)	Habi- tations (\$000)	Autres bâti- ments (\$000)	Dévelop- pement de terrains et autres dépenses (\$000)	Total (\$000)	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1950	Nombre d'unités com- mencées	Nombre d'unités parachevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1951
Dundurn, Sask.	—	64	26	38	—	—	38	—	6	—	6
Eastern Passage (Halifax), N.-E.	—	300	300	—	—	—	—	—	—	—	—
Edmonton, Alta.	993	690	980	571	—	132	703	52	84	36	100
Esquimalt, C.-B.	173	301	288	110	—	76	186	15	—	15	—
Gimli, Man.	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Gloucester (Carleton), Ont.	—	6	5	—	—	—	—	—	—	—	—
Greenwood, N.-E.	597	1,062	1,061	446	—	152	598	140	40	140	40
Halifax, N.-E.	—	20	18	—	—	2	2	—	—	—	—
Hammond Plains (Halifax), N.-E.	—	19	-1	17	—	3	20	—	2	—	2
Kenna's Hill (St. John's), T.-N.	-23	43	3	-2	—	19	17	—	—	—	—
London, Ont.	—	867	829	36	—	2	38	—	—	—	—
MacDonald, Man.	—	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—
McGivney, N.-B.	18	91	23	75	—	11	86	8	10	8	10
Moose Jaw, Sask.	—	991	990	—	—	1	—	—	—	—	—
Namao, Alta.	2,709	47	694	1,833	—	229	2,062	97	213	60	250
North Bay, Ont.	1,674	197	346	1,362	—	163	1,525	—	170	109	61
Penhold, Alta.	—	1,027	1,010	17	—	—	17	—	—	—	—
Petawawa, Ont.	950	139	524	390	—	175	565	44	—	44	—
Picton, Ont.	396	4	158	139	—	103	242	32	—	32	—
Portage la Prairie, Man.	—	11	8	3	—	—	3	—	—	—	—
Québec, P.Q.	—	7	6	—	—	1	1	—	—	—	—
Rivers, Man.	1,121	—	439	622	—	60	682	152	—	90	62
Rockcliffe (Ottawa), Ont.	3,322	52	1,246	1,837	—	291	2,128	135	245	146	234

TABLEAU No 22—APPROPRIATIONS, DÉPENSES ET PROGRÈS DE LA CONSTRUCTION: LOGEMENTS POUR LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE PAR LOCALITÉ, 1951—(fin)

Localités	Appropriations		Dépenses durant l'année				Progrès de la construction, activité directe				
	Non dé- pensées le 31 déc. 1950 (\$000)	Approu- vées au cours de 1951 (\$000)	Non dé- pensées le 31 déc. 1951 (\$000)	Habi- tations (\$000)	Autres bâti- ments (\$000)	Dévelop- pement de terrains et autres dépenses (\$000)	Total (\$000)	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1950	Nombre d'unités com- mençées	Nombre d'unités para- chevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1951
St-Hubert, P.Q.	591	697	758	473	—	57	530	80	9	39	50
St-Jean, P.Q.	—	199	199	—	—	—	—	—	15	—	15
St-Thérèse, P.Q.	—	263	263	—	—	—	—	—	—	—	—
Saskatoon, Sask.	—	1,254	1,254	—	—	—	—	—	—	—	—
Sea Island, C.-B.	421	60	198	225	—	58	283	52	—	52	2
Shearwater (Halifax), N.-E.	347	1,002	676	567	—	106	673	144	100	144	100
Shilo, Man.	1,267	200	896	440	—	131	571	—	—	—	—
Sleepy Cove (Halifax), N.-E.	—	33	28	5	—	—	5	—	—	—	—
Suffield, Alta.	377	173	283	240	—	27	267	76	—	76	—
Summerside, I.-P.-E.	635	—	238	185	—	192	377	96	—	96	—
Trenton, Ont.	2,463	15	1,006	1,278	—	194	1,472	372	28	245	155
Tuft's Cove (Halifax), N.-E.	4,510	82	1,083	3,401	—	108	3,509	471	50	19	502
Uplands (Ottawa), Ont.	—	2,195	1,643	488	—	64	552	—	63	—	63
Valcartier, P.Q.	659	728	755	571	—	61	632	—	61	—	61
Winnipeg, Man.	138	1,537	1,505	98	—	72	170	—	5	—	5
Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Labrador (1)	—	762	739	23	—	—	23	277	404	360	321
CANADA	39,798	19,064	28,286	26,114	—	4,462	30,576	3,901	1,836	2,999	2,738

(1)—Les appropriations et les dépenses se rapportent à Whitehorse, Yukon; le progrès de la construction vise les maisons construites à Churchill, Dawson Creek, Fort Nelson, Goose Bay et Whitehorse.

TABLEAU No 23  
 CONTRATS DE CONSTRUCTION DEMANDÉS ET ACCORDÉS, ET VALEUR DES TRAVAUX PARACHEVÉS,  
 ENTREPRISES DE CONSTRUCTION DE DÉFENSE, PAR PROVINCE, 1951 (1)

Province	Contrats demandés		Contrats accordés		Valeur du Travail parachevé (2) (\$000)
	Nombre	Valeur (\$000)	Nombre	Valeur (\$000)	
Terre-Neuve.....	3	1,286	—	111	94
Ile du Prince-Edouard.....	8	606	9	1,158	873
Nouvelle-Ecosse.....	23	15,342	17	13,523	4,598
Nouveau-Brunswick.....	13	5,476	14	6,220	4,230
Québec.....	64	41,872	54	38,977	21,682
Ontario.....	174	66,835	146	57,940	26,614
Manitoba.....	50	22,893	39	18,151	8,822
Saskatchewan.....	21	13,370	13	2,812	1,630
Alberta.....	66	27,165	52	21,816	7,740
Colombie-Britannique.....	34	15,418	32	15,557	6,363
Labrador.....	2	2,108	1	1,968	1,629
Territoires du Nord-Ouest.....	4	469	4	469	111
Territoire du Yukon.....	2	1,360	2	1,360	2,803
Non localisé.....	4	732	5	747	844
CANADA.....	468	214,932	388	180,809	88,033

(1)—22 novembre 1950—31 décembre 1951.

(2)—Dépenses plus la retenue.



TABLEAU No 24  
 DEMANDES APPROUVÉES POUR UNE DOUBLE DÉPRÉCIATION DES PROJETS DE LOGEMENTS À LOYER,  
 1951

Province	Nombre d'entreprises	Nombre d'unités d'habitation	Coûts estimatifs				Total (\$000)
			Terrain (\$000)	Construction (\$000)	Equipement et autre (\$000)		
Terre-Neuve.....	—	—	—	—	—	—	
Ile du Prince-Édouard.....	—	—	—	—	—	—	
Nouvelle-Écosse.....	—	—	—	—	—	—	
Nouveau-Brunswick.....	4	110	33	695	53	781	
Québec.....	2	10	1	40	—	41	
Ontario.....	—	—	—	—	—	—	
Manitoba.....	—	—	—	—	—	—	
Saskatchewan.....	—	—	—	—	—	—	
Alberta.....	—	—	—	—	—	—	
Colombie-Britannique.....	—	—	—	—	—	—	
CANADA.....	6	120	34	735	53	822	